

T 2137 - 733 - 10,00 F



hebdo

le monde Libertaire



ISSN 0026-9433

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N° 733 JEUDI 5 JANVIER 1989 10,00 F

EN BASKETS OU EN LATIN LA RELIGION NIE L'INDIVIDU

sexualité condamnée...

cinéma incendié...

spectateurs agressés...

appels à la censure...



REAGISSONS.

F°P.2520

communiqués éditions

• FRESNES-ANTONY

Les permanences du groupe de Fresnes-Antony de la FA se tiennent au local du groupe, au 34, rue J. Moulin, 92160 Antony, tous les samedis de 10 h à 12 h (tél. : 46.68.48.58)

• LYON

Les anarchistes de la région lyonnaise peuvent prendre contact avec la liaison de Lyon en écrivant aux Relations intérieures qui transmettront.

• CHARTRES

Le groupe libertaire Georges-Cochon de Chartres tient une permanence mensuelle le premier mercredi de chaque mois au Cercle des sociétés, 6, rue Noël-Parfait, de 20 h à 22 h.

• LILLE

La « Voix sans maître », émission du groupe Benoît-Brouchoux, a lieu tous les vendredis de 19 h 30 à 21 h sur Radio-Campus (91.4 MHz). Au programme : le 13 janvier, « Surréalisme et anarchie » ; le 21 janvier, « Labels indépendants ».

• BORDEAUX

Le groupe Emma-Goldman organise une rencontre-débat sur le thème : « situation politique et sociale aujourd'hui : analyses et propositions anarchistes ». Cette rencontre aura lieu à 15 h, le samedi 21 janvier 1989, au local (7, rue du Muguet à Bordeaux).

• LE MANS

Les militants de la FA du Mans vous invitent à les contacter afin de pouvoir recréer une présence militante en écrivant aux Relations intérieures, ou en vous rendant aux permanences de « Sarthe libertaire » (FA-CNT-CLÉA) à la Maison des associations, 4, rue d'Arcole, les deuxièmes mercredis de chaque mois, de 17 h à 19 h, et les quatrièmes samedis, de 15 h à 17 h.

• ARDENNES

La liaison des Ardennes rappelle qu'il est possible de prendre contact avec elle en écrivant aux Relations intérieures qui transmettront.

• CLERMONT-FERRAND

Une liaison est en création sur Clermont-Ferrand, les anarchistes qui désirent entrer en relation avec elle peuvent écrire aux Relations intérieures qui transmettront.

• ASNIÈRES

Le groupe Malatesta vend le « Monde libertaire » tous les dimanches, de 10 h 30 à 12 h, sur le marché d'Asnières (près de la mairie).

Radio Libertaire
FÉDÉRATION ANARCHISTE - 145, rue Amélot, 75011 Paris
89.4 MHz

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amélot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois, 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois, 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois, 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an, 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145, rue Amélot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
Adresse.....
Code postal..... Ville.....
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin
Pour tout changement d'adresse,
joindre la dernière bande de routage.

Souscription

L'événement 89 est bientôt de retour, les libertaires se doivent de le saluer à leur manière ! Des militants de la Fédération anarchiste ont décidé de publier au cours de l'année du bicentenaire deux œuvres : « La Grande Révolution », de P Kropotkine, et « Les anarchistes et la Révolution française », (ouvrage collectif, inédit, regroupant les contributions de nombreux militants ou historiens des idées libertaires). Pour que ce soit possible, les efforts de tous sont nécessaires. Prix de souscription pour les deux ouvrages, à paraître en mars-avril et en octobre 1989 : 220 F ; pour le Kropotkine seulement : 110 F. Les chèques sont à libeller à l'ordre de Véronique Fau-Vincenti et à envoyer au 145, rue Amélot, 75011 Paris.

Souscription

Sous les pavés... un livre. Les émissions « Femmes libres », « Chronique du lundi », « Blues en liberté », « Chronique syndicale » de Radio-Libertaire, le groupe Pierre-Besnard de la Fédération anarchiste fêtent les 20 ans de Mai 68 en allant à la rencontre de quelques-uns et quelques-unes de ces anonymes qui ont été les véritables « acteurs » et « actrices » de Mai 68. Les témoignages de nos rencontres seront publiés à l'automne prochain. Pour nous aider à les faire paraître, nous lançons une souscription de 50 F minimum. Les chèques sont à libeller à l'ordre de H. Lenoir et à adresser à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot, 75011 Paris.

Editions du Monde libertaire

Les éditions du Monde libertaire viennent de sortir deux nouveaux titres :

- Camillo Berneri, « OEuvres choisies » à 120 F ;
- Maurice Joyeux, « Sous les plis du drapeau noir », (le tome II de « Souvenirs d'un anarchiste ») à 120 F.

On peut se procurer ces ouvrages à la librairie du Monde libertaire au 145, rue Amélot, 75011 Paris, ou bien les commander par correspondance (prévoir un supplément de 10,90 F dans ce cas-là).

« INFOS »

Le numéro 24 d'« Infos » vient de paraître. Au sommaire : un article concernant les aérosols et le danger qu'ils représentent pour la couche d'ozone, une BD école en forme de « côte d'alerte », un dossier d'analyse et de dénonciation de la corrida, le point sur l'objection et ses dérapages actuels, un petit mot « d'humeur » sur les « dernières tentations » des... enfants du Bon Dieu... voilà en gros, la première partie de ce nouvel « Infos ». Un dossier étoffé sur la pauvreté, la richesse, qui s'intitule « l'argent des autres », un papier sur la CFDT d'aujourd'hui, au lendemain de son congrès de Strasbourg... c'est la seconde partie du journal. Si on ajoute les infos dernières sur le « Comité des Enragés » et la CNTF et, l'édition qui dénonce les attaques répétées contre la grève, vous aurez un aperçu complet du contenu de ce numéro 24 ! Alors courez vite l'acheter, il vaut 10 F, et on peut le trouver à Perpignan, aux librairies Infos (rue Guiter), Torcatis (rue Mailly), Le Futur Antérieur (rue du Théâtre), Catalane (place J. Payra), à Paris à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot, dans le XI^e. Pour vous abonner ou pour nous soutenir, écrire à « Infos », BP 233, 66002 Perpignan cedex, chèques à l'ordre du CES (CCP 3096-L à Montpellier).

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi, de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amélot, 75011 Paris (M^o République)
Tél. : (16.1) 48.05.34.08

Rédaction-Administration : 145, rue Amélot, Paris 11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

éditions

AUTOCOLLANTS

Deux autocollants « Anarchie » et « Anarchisme » imprimés en deux couleurs (rouge et noir) sont disponibles aux prix de : 2 F l'unité, 1 F de 10 à 50 exemplaires et 0,50 F à partir de 50 exemplaires (plus les frais de port). Deux autocollants « Louise Michel » et « Humeurs Noires » sont disponibles (en noir et mauve) aux prix de : 1 F l'unité, 0,80 F de 10 à 50 exemplaires et 0,50 F à partir de 50 exemplaires (plus les frais de port). Vous pouvez vous les procurer à la librairie du Monde libertaire et auprès du groupe « Humeurs Noires », BP 79, 59370 Mons-en-Barœul (chèque à l'ordre d'ALDIR).



• AUTOCOLLANT

Le groupe anarchiste communiste Carlo-Cafiero a édité un autocollant jaune et noir sur la question du logement. Il est en vente à la librairie du Monde libertaire (commandes possibles) au prix de 0,50 F au-dessus de 10 exemplaires, et de 1 F à l'unité.

Contre les logements vides
Contre les taudis
Contre le racket des loyers
Organisons - nous
pour le

Droit au logement Gratuit pour tous

Fédération Anarchiste : 145, rue Amélot Paris 11^{ème}

sommaire

PAGE 2 : Informations des groupes de la Fédération anarchiste — PAGE 3, Sectes : Sus aux curetons !, La laïcité selon l'Eglise, Editoria — PAGE 4, Les luttes : Le conflit de la RATP, Le syndicalisme en 1989 — PAGE 5, Société : Paris-Dakar, Humeur, Nouvelles du front, OPA à l'PUFC — PAGE 6, Société : « Bernard Lambert, 30 ans de combat paysan » — PAGE 7, Social : Santé, Le service minimum, Nom de Dieu ! — PAGE 8, Dans le monde : La Turquie se démocratise ?, Jean-Philippe Casabonne en prison — PAGE 9, Informations internationales : Argentine, Espagne, Italie — PAGE 10, Expressions : « Gonades urbaines » — PAGE 11, Expressions : Notes de lecture, Sélection de programmes de Radio-Libertaire, Georges Bataille sur les ondes — PAGE 12, Histoire : Les paysans et la Révolution française (2^e partie).

le m
S
souf
les p
jamais été
début du s
de sale
j'entrevois
télévision
rentrée, to
gens nour
gaire.
Profitant
qué par le
européen s
publiquem
tion politiq
quer à visat
ciation » d
tion de l'E
duction du
dans les ét
ment publi
Une b
Très br
langagière,
situation so
velle laïcité
Ouverte à to
brouillards
fumée pua
En clair,
nouveau à
l'actuel st
c'est-à-dire
signé en 18

L
A
CTU
breux
dérèn
comme dés
évolution s
Aussi l'affa
débats sur la
que des « b
n'est pas d
dier les raiso
actuelle en
sacré » (vo
mais de re
mythe d'un
rance de la
En effet,
sés de tous
sont pas des
incontrôlés a
se comprom
Lustiger et
responsabilit
événements
censure offic
diction par le
Scorsese so
l'incendie int
L'apparent
l'Eglise n'est
sive de ch
« dure » du c
de l'Eglise es
sous l'angle
actuellement
français pour
moral et cet a
que auquel

ANTICLÉRICALISME

Sus aux curetons !

Sous leurs airs faux-culs de souffre-douleur masochistes, les prélats n'ont sans doute jamais été aussi arrogants depuis le début du siècle. Je vomis le « délit de sale gueule »... sauf quand j'entrevois celle de Decourtray à la télévision : on y lit, hypocritement rentrée, toute la morgue que ces gens nourrissent à l'égard du vulgaire.

Profitant de l'appel d'air provoqué par le futur « grand marché européen » de 1993 et en espérant publiquement une « dérégulation politique », ils osent revendiquer à visage découvert la « renégociation » de la loi de 1905 de séparation de l'Église et de l'État et l'introduction de l'instruction religieuse dans les établissements d'enseignement public.

Une bande de malfrats

Très branchés sur l'innovation langagière, ils nomment déjà cette situation souhaitée (par eux) « nouvelle laïcité » ou « laïcité ouverte ». Ouverte à tous vents porteurs d'encens, de brouillards d'eau bénite et de la fumée puante des cierges.

En clair, il s'agit d'étendre de nouveau à l'ensemble de la France l'actuel statut d'Alsace-Moselle, c'est-à-dire de revenir au concordat signé en 1801 entre le pape Pie VII

et le premier consul Napoléon Bonaparte : on plane en plein vingt-et-unième siècle !

Soyons nets : même si pour nous toutes les religions sont des pouilleries de l'esprit, athées et croyants sommes égaux et (presque) rien ne s'oppose à ce que nous soyons amis... tant que la religion demeure une affaire privée. Le hic, c'est la bande de malfrats, l'association de malfrats constituée par les divers clergés et leurs mouvances dont les métastases couvrent toutes les classes sociales ; et là où il n'existe pas de clergé constitué, c'est la confusion, l'absence de délimitation, entre la société civile et la société religieuse. Le hic, c'est le cléricalisme.

Jadis il y avait une fédération d'œuvres laïques, juste ce qu'il fallait anticléricale pour ôter de la « clientèle » aux patronnages ; aujourd'hui elle envoie des auditeurs au congrès des aumôneries. L'autre soir j'entendais, avec pitié, l'un de ses représentants qui a choisi dorénavant de lécher le cul des curés — il n'a pas à craindre notre concurrence dans ce plaisir pervers — prétendre effrontément que « le combat laïque se déroule entre catholiques romains et concerne peu les autres » et prôner « la confrontation dont il ne faut pas avoir peur ».

Prenant probablement son pied dans les émanations d'essence de sacristie, il n'arrive pas à discerner ceux, heureusement de plus en plus nombreux, qui ne sont nés ni dans l'Église catholique romaine ni dans aucune autre, et qui n'ont aucun désir de se faire enrôler, ou enboudhiser, ou enjudaiser, ou etc. Ni ceux qui sont nés dans une religion et souhaitent s'en évader, respirer un air moins rance.

Gare aux leurres !

Quant à la « peur de la confrontation »... qui donc à peur ? Certainement pas nous. La peur n'a jamais éliminé le danger, aussi ne s'agit-il de peur, mais de lucidité, de simple lucidité.

La confrontation, nous y participons tous les jours, sur le tas, avec persévérance et ténacité. Nous ne craignons pas non plus les débats publics, à condition qu'ils ne soient ni truqués ni académiques, car nous ne tenons pas à servir de faire valoir à ces entreprises multinationales d'abrutissement de l'humanité. Le respect de la liberté de chacun ne nous conduira jamais à abandonner notre liberté. C'est cela être lucide.

C'est aussi ne pas se laisser appâter par les multiples leurres que les sirènes cléricales balancent dans l'environnement.

D'abord être convaincus que même leurs militants apparemment les plus sincères ne sont jamais désintéressés. Certes, cela nous est difficile à imaginer, car tellement farfelu, tellement infantile : ils croient à la survie de l'âme et au salut éternel. Leur mère Thérèse crève la dalle, mais elle bosse pour son salut éternel : elle n'est pas désintéressée. Généralement nous n'y prenons pas garde, persuadés que nous sommes qu'ils ne trouveront même pas le temps de s'apercevoir qu'ils ont été couillonnés : avant ce n'est jamais rien, après c'est toujours rien. Aussi leurs chefs de bande, sachant que nous pensons ainsi, essayent de nous embrigader dans les « hommes de bonne volonté »... au service de leur objectif hégémonique.

famille chrétienne : « (...) plus la famille devient chrétienne, plus elle devient humaine ». Vous n'êtes pas chrétiens, donc vous n'êtes pas humains ou, tout au plus, des sous-hommes. Certes le contexte est légèrement plus nuancé, mais dans leur association de malfrats, on leur a appris à lire leurs instructions entre les lignes et, pour mieux nous défendre contre eux, nous devons savoir le faire aussi bien qu'eux.

Donc, quand ils se travestissent en défenseurs des droits de l'homme, c'est qu'ils ont délibérément choisi de continuer les guerres de religion — car ils les continuent toujours et partout — par ce moyen mieux adapté aux circonstances.

Enfin, comme dans ce conte de notre enfance où le loup use de farine pour tromper les chevreux en leur montrant patte blanche, ils essayent de nous circonvenir par l'amour. A supposer qu'ils en aient la même conception que nous — ce qui n'est pas le cas, la leur étant mystique — il nous en cultra si nous refusons de voir qu'ils nous parlent d'amour pour préparer un mauvais coup de plus.

Amour quand tu nous tiens

N'oublions pas les déclarations intempêtes des pontifes d'avant le dernier concile, ils sauront s'en servir si le rapport des forces s'y prête à nouveau ; mais, pour la forme, transportons l'origine des temps à Vatican II. *Gaudium et Spes*, la position de l'Église par rapport à la société actuelle : « (...) ceux qui refusent Dieu (...) ne sont pas exempts de faute ». Vous êtes athées, donc vous êtes fautifs : enfoncez-vous bien dans le crâne que vous avez intérêt à ce que le bras séculier (l'État, quoi que nous en pensions par ailleurs) ne retombe jamais complètement en leur pouvoir, sinon, pour nous les fautifs, ce sera notre fête !

Plus près d'aujourd'hui, octobre 1980, synode des évêques sur la

Marc PRÉVÔTEL



Editorial

Amesure que le temps s'égrenne, une poignée de concepts insidieux fait son chemin : la longue marche des idées tangentes, biaisées. L'époque, à l'image d'une aquarolle, est légère, frivole, envahie de formules tendres, par opposition aux idées fortes. Finies les couleurs vives, l'expression directe, les objectifs ambitieux et globalisants ; il faut segmenter les problèmes, les décomposer, et puis, doucement, les résoudre à quelques-uns. Entre gens du monde, c'est quand même plus simple. La formule pourrait être : « par le tact vers la domination persuasive mais incontournable ». La modernité, l'idéologie de la modernité, est redoutable parce que difficile à combattre, insidieuse disions-nous. Elle combat tout discours radical et/ou global, alors qu'elle-même n'est qu'une idéologie pure, concentrée, manipulatrice. Son objet est de maintenir le consensus social par une intériorisation individuelle de notre place dans la hiérarchie sociale. L'État, agent de répression, devient un agent de persuasion raisonnée, raisonnant avec frivolité. Le but des discours politiques mille fois répétés consiste à nous pousser à penser, avec l'ensemble de la population : « Soyons raisonnables, au fond, on ne peut rien changer. Mais, à la marge, dans les détails... là oui. Alors, soyons à la page. »

Pourtant, les nouveaux riches regardent toujours avec une égale indifférence la masse des 50% de « petits », qui gagnent moins de 6 300 F mensuels. Or, 6 300 F par mois, c'est le loyer d'un trois pièces à Paris. Cinquante pour cent de la population française est exclue d'office de sa capitale. Etonnant, non ? Mais, rassurons-nous, il suffit d'être nouveau riche, et tout va mieux. S'enrichir, c'est moderne.

Les nouveaux pauvres ne savent plus où tendre leur sèble : choyés, amendés, légitimés, RMIsés, médiatisés, consensualisés. La charité revient au galop avec les vieux chevaux cléricaux sur le retour. Ils nous préparent leur Europe, chrétienne, sociale, consentante au silence social. Après nous avoir un peu piqué le mot solidarité — charité reste encore archaïque —, l'avoir vidé de son sens, les apôtres du « plus vieux métier du monde spirituel » viennent de remettre sur les rails de la modernité le concept « de donner aux pauvres ». Soyons à la page, donnons à plus pauvres que nous. « Vous voyez bien qu'il existe plus miséreux encore... »

Les nouveaux philosophes, après avoir vendu leurs idées d'une jeunesse qu'ils n'ont jamais connue, après avoir vendu leur nouvelle philosophie, vendent des romans. BHL s'inspire en payant à la journée une suite dans un quatre étoiles parisien. Il a besoin de se mettre en scène pour écrire sur Baudelaire. Jusqu'où aurait-il été pour écrire sur Jésus ? Il serait aller voir au Vatican, entouré de la « misère » papale, sans doute.

Il ne suffit pas d'accoler le mot nouveau à des réalités archaïques pour nous faire digérer leur mauvais théâtre ! La vie passe, et vite. Quelques années, quelques espoirs, quelques luttes, et puis... Si pendant ces expériences, « on » nous persuade qu'agir ne sert à rien, c'est gagné. Leur « modernisme » est bien utile. La pédagogie de l'obéissance sociale, selon laquelle l'action est stérile, éloigne les exploités de tout projet de transformation sociale, pousse le plus grand nombre à se réfugier dans une sorte d'inaction à connotation électorale.

Alors nous autres, héritiers d'une longue tradition, nous pensons la modernité comme un creuset où se renouvellent sans cesse la volonté et le projet révolutionnaire. Futur se marie, chez nous, avec lutte, révolte et pourquoi pas révolution, mais pas à n'importe quel prix. Éthique et révolution, un bon début pour 1989.

« LES TENTATIONS DE L'ÉGLISE »

Laïcité ouverte et tolérance religieuse

ACTUELLEMENT, nombreux sont ceux qui considèrent la lutte anticléricale comme désuète en raison d'une évolution supposée de l'Église. Aussi l'affaire Scorcese ou les débats sur la sexualité ne seraient que des « bavures » du clergé. Il n'est pas de notre propos d'étudier les raisons de la propagande actuelle en faveur du « retour du sacré » (voir article de M. Prévotel) mais de remettre en cause le mythe d'une plus grande tolérance de la part du clergé.

En effet, les intégristes, accusés de tous les débordements ne sont pas des « hooligans » ou des incontrôlés avec lesquels l'Église se compromet. Les archevêques Lustiger et Decourtray ont une responsabilité morale dans les événements ; et les appels à une censure officielle comme l'interdiction par les maires du film de Scorcese sont le pendant de l'incendie intégriste.

L'apparent durcissement de l'Église n'est pas plus une offensive de charme envers l'aile « dure » du catholicisme. L'étude de l'Église est trop souvent traitée sous l'angle du Vatican. Elle est actuellement sollicitée par l'État français pour réinstaurer un ordre moral et cet affrontement médiatique auquel nous assistons (par

exemple autour de la pilule abortive) n'est qu'un marchandage devant aboutir à un compromis à plus ou moins long terme, entre la classe politique et les prélats.

Il n'existe pas de catholiques « progressistes » ou « réactionnaires » mais différentes accentuations du dogme, ce dont les autorités religieuses savent jouer à merveille : l'évêque d'Evreux pour les jeunes de SOS-racisme et Ducourtray pour la majorité morale. Ce double jeu est permanent depuis le Moyen Âge. De même qu'il existe des théoriciens corporatistes qu'on sortit opportunément lorsque l'Église fraya avec les fascismes (Vichy, Mussolini), il y a des prêtres ouvriers qui ont eu une certaine vogue après 1968.

A travers l'histoire, l'Église ne poursuit qu'un but : sa propre survie afin de parvenir à l'avènement d'une théocratie où le pape aurait le pas sur les États. C'est pourquoi les conflits du catholicisme sont stratégiques au sein de l'Église et non idéologiques : tous reconnaissent le totalitarisme papal. Il n'y a d'exclusion que lorsque cette autorité est remise en cause. Les théologiens de la libération risquaient de se subordonner à des partis marxistes, les jésuites prenaient leur autonomie avant d'être reprise en main par un

véritable putsch. Par contre, si l'intégriste Lefebvre avait reconnu l'autorité papale, il est probable que le schisme aurait été évité. Exagération ? Rappelons que pour les catholiques, la tolérance n'est pas le respect mutuel des idées, mais l'acceptation des leurs. C'est le fond même du débat sur la « laïcité ouverte » comparable à la notion de ville ouverte en temps de guerre ; les écoles publiques introduiront un enseignement religieux mais pas question d'un équivalent rationaliste dans les écoles religieuses ! Il n'y a dans ce concept que recherche d'influence et non une évolution positive du clergé.

Ce n'est qu'un test. En 1993, la France devra s'aligner sur tous les autres pays d'Europe en établissant un État clérical qui emprisonnera et fichera les athées comme en Allemagne fédérale aujourd'hui. Et les naïfs qui auront brocardé les anticléricaux « attardés » se réveilleront trop tard quand le cauchemar aura commencé. A moins que l'athéisme ne redeviennne une idée agressive, constructive. Chiche ?

YVES (Gr. « Les Temps Nouveaux »)

RATP

Les leçons d'un conflit

La grève à la RATP est à peine terminée que déjà les élections du comité d'entreprise sont achevées ! Intervenant après un conflit de plus de six semaines, cette consultation du personnel revêt un caractère très important pour toutes les organisations syndicales. Voici venu le temps des bilans, des exégèses, où chacun, d'analyse en analyse, tente de retrouver ses petits.

La première question qui vient à l'esprit, et que ne manque pas de se poser toutes les directions syndicales, est de tenter d'évaluer quelle influence ont eu sur les résultats du scrutin les « grandes tribulations » du protocole d'accord salarial 1989 qui fut, on

lement soucieux de ce que voulaient leurs mandants ?

Par rapport à toutes ces questions, les résultats du vote montrent que globalement, sur l'ensemble de l'entreprise, exprimés en nombre de voix, la presque totalité des organisations syndicales ne retrouvent pas tous les électeurs du dernier vote de 1986. Les abstentionnistes sont plus nombreux, de même les votes nuls ou blancs progressent. C'est, au total, près de 40% du personnel qui ne s'est pas exprimé.

La CGT, bien que perdant des voix (176 sur la totalité de l'entreprise), augmente son score en pourcentage de cinq points. Ceci

sent en direct dans les attachements par système vidéo. S'il en était ainsi, le comportement des uns et des autres serait bien différent. La mascarade que jouent actuellement direction et syndicats serait tout simplement impossible. Le respect du mandat deviendrait impératif, les délégués seraient contrôlables et responsables ; enfin, les organisations syndicales retrouveraient le respect et la crédibilité qui leur font tant défaut aujourd'hui.

Ceci dit, il paraît évident pour tout le monde que la CGT a su tirer son épingle du jeu et que le résultat des élections du comité d'entreprise conforte cette dernière. Les positions prises par celle-ci ont été, d'une façon générale, assez bien comprises par les travailleurs. Les syndicats dits modérés paient, en revanche, chèrement leurs positions en retrait par rapport aux revendications exprimées par le personnel de la Régie. Force ouvrière et les syndicats autonomes accusent un net recul. Seule exception qui confirme la règle : la CFDT progresse légèrement en voix et en pourcentage.

Comment s'explique ce phénomène ? En fait, les mesures accordées pour mettre fin au conflit et pour les salaires de 1989 étaient tellement compliquées à expliciter que seule la présence de représentants syndicaux dans les attachements pouvait permettre d'élucider le protocole d'accord. La peur d'un affrontement avec les travailleurs et la CGT a fait que les signataires du protocole ont été totalement absents des dépôts et des ateliers. Seule la CFDT a tenté l'impossible. Apparemment, les travailleurs n'ont pas mis dans le même sac ceux qui se sont totalement « évaporés » des attachements et ceux qui, « bons ou mauvais », se sont efforcés d'expliquer les maigres acquis attribués par la direction et le gouvernement.



Les négociations...

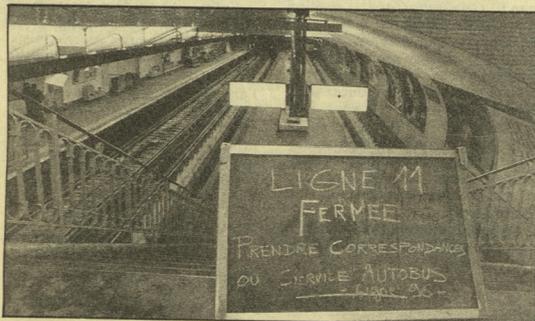
A propos de la revendication formulée par le personnel, qui était de « 1 000 F pour tout le monde et tout de suite », la position des organisations syndicales lors des négociations n'a jamais été très claire, y compris pour la CGT. Très rapidement d'ailleurs cette dernière a abandonné cette stricte revendication, mais le personnel ne l'entendait pas de cette oreille ! On peut parler à propos de la CGT d'un double langage. Elle négociait dans une fourchette de 300 F (voir la Vie Ouvrière du 14 novembre 1988), en passant par 500 F (l'Humanité par la voix du camarade Lajoinie), allant jusqu'à déclarer enfin : « donnez-nous quelque chose de significatif ». Alors que, dans le même temps, la mobilisation continuait dans les attachements sur la base de 1 000 F, il n'est pas exagéré ici de parler de manipulation.

Utiliser un mouvement revendicatif profond et légitime à des fins de boutique ou, comme on dit, pour redorer le blason de la CGT en faisant preuve d'un certain radicalisme verbal, alors que pendant ce temps on négocie à la baisse, voilà qui appelle de nombreux commentaires. Voilà surtout quelque chose d'inavouable auprès des copains dans la lutte qui, malgré un isolement de plus en plus certain, refusaient toute sorte de compromis. En fait, il

s'agissait pour la CGT de créer le plus longtemps possible l'illusion, en attendant le jour béni des élections du comité d'entreprise.

En conclusion, il n'est pas exagéré de prétendre que les syndicats se sont montrés incapables de défendre correctement, et surtout honnêtement, les intérêts des travailleurs de la RATP. Ils ont utilisé le mécontentement du personnel soit pour satisfaire des intérêts corporatistes ou catégoriels, soit à des fins de sombres manœuvres électorales. La vision d'ensemble du mouvement revendicatif, sa compréhension et ses perspectives ont fait défaut aux organisations syndicales. De plus leur mutisme quant à l'utilisation de compagnies privées de transport et l'emploi de militaires pour casser le mouvement de grève est plus que suspect. Enfin, la menace d'un service minimum et d'éventuelles négociations à ce sujet avec les pouvoirs publics ne semble pas poser de graves problèmes de conscience aux organisations syndicales « représentatives ». Alors tout cela devrait inciter les travailleurs à dire aux syndicats : « Stop ! cela suffit, maintenant nous prenons nos affaires en mains ! ».

JEAN-PIERRE
(Gr. « La Cécilia »)



s'en rappelle, au centre du conflit. Ensuite, par rapport au discours, à la stratégie et au soutien que la CGT a apporté au personnel en lutte, il convient de poser la question de l'éventuel renforcement de cette organisation syndicale. De plus, les syndicats signataires du protocole de fin de grève et du contrat salarial 1989 ont-ils enregistré, par leur seul aval, une perte d'une partie de leurs électeurs ? Enfin, les syndicats ont-ils été compris, ont-ils cherché à manipuler les travailleurs, se sont-ils seu-

tendrait à prouver que ce syndicat « engrange les acquis » dus à sa position plus radicale et à son refus des compromissions face aux différentes propositions, qui relevaient bien souvent de la provocation de la part de la direction de la RATP. En fait, mis à part un certain radicalisme de façade — du moins au début du conflit —, les travailleurs ne savent que ce qu'on veut bien leur dire. Encore faudrait-il, pour que ceux-ci jugent les syndicats à pied d'œuvre, que les négociations soient retransmi-

NOUVELLE ANNÉE
Syndicalisme en 1989 ?

S'IL faut croire les quotidiens de la presse en cette fin d'année, la CGT-FO refuserait de causer de la réglementation du droit de grève dans la fonction publique. Le « nouveau promu », Marc Blondel, aurait même déclaré pas mal de choses sur A2, pour que l'on en fasse l'information (1) : « Nous comprenons mal que l'on veuille réglementer le droit de grève, puisque réglementation il y a déjà. La grève n'est pas un produit dépassé. Lorsque les salariés font grève, c'est parce qu'ils y sont contraints par les événements. Ils ne la font pas pour gêner les usagers qui sont aussi des salariés, et qui comprennent parfaitement bien les difficultés. »

Pan dans la gueule à Matignon et à l'ex-« Autogestion-Partout », deux des principales organisations syndicales ne veulent pas causer du service minimum. En fait, il ne s'agissait pas encore de négociations. Le super Rocky de service avait seulement débordé de ses discours, et il avait anticipé sur les désirs du gouvernement (2). Que deux confédérations syndicales (par des refus...) aient répondu à une expression « privée » du ministre « premier boy-scout de France » montre déjà un pas franchi dans l'univers médiatique en France. Les négociations ne se déroulent plus via des contacts directs, c'est plutôt « je vous ai entendu causer de ça à la télévision et ça boum, alors on signe ! ». Un boum dans les médias ! Ça rappelle les résolutions

syndicales annoncées à la télévision avant que les structures mandatées n'en aient déjà discuté.

Dans le marc de café...

En cette fin d'année peut-on, en lisant le marc de café, dire quel sera l'avenir prochain du syndicalisme en France ?

L'ineffable Rocky « X » avait déclaré, il y a quelque lurette dans une interview au *Nouvel Observateur*, que le syndicalisme français était si revendicatif à cause de son origine anarchiste... Et de pleurer sur le déchirement de la Commune de 1871 ! C'est pas gentil pour ses partenaires de l'Internationale socialiste, et de toute façon l'Espagne « de Felipe Gonzalez » a foutu dernièrement une belle baffa à l'ordre établi !

L'idée centrale, il faut s'y faire, c'est l'Europe du XXI^e siècle. Et la place du syndicalisme là-dedans, plutôt son rôle. Ce dernier venant d'un modèle « historique ». En Allemagne, le DGB, trop lié à la social-démocratie, paraissait dévalué aux princes qui nous gouvernent. L'UGT, liée traditionnellement au PSOE, paraissait, à partir de l'Espagne, l'archétype pour cette nouvelle Europe... Las, le syndicalisme a été plus fort que l'esprit de parti et Felipe Gonzalez a bouffé une grosse part de poussière !

Avec le déclin des différents partis communistes en Europe, le défi est en fait lancé au mouvement libertaire. Nous qui, dans l'entre-

deux-guerres, avions atteint une sorte d'apogée, sabordée à la fois par le communisme et le fascisme, pouvons-nous reprendre un essai autre que « philosophique » ?

L'« esprit libertaire »

Quand j'avais vingt ans, autour de Mai 68, on parlait de l'« esprit libertaire » qui animait le mouvement social. Vingt ans après, des expériences ayant été faites, on pourrait peut-être, vu « tout ce qu'on sait », mettre tous les œufs dans le même panier et remettre sur pied quelque chose dont on pourrait parler plus tard. Pas seulement quelque chose pour la saga individuelle de « Y » ou de « X ». A part cela camarades, compagnes et compagnons, bonne année nouvelle pour la révolution sociale !

THIERRY (Gr. Pierre-Besnard)

NOTES

(1) On me dit, ou on m'écrit, souvent que je défends trop la CGT, que je tape sur la CFDT, et que j'oublie trop FO. Quand je trouve ça intéressant j'arrête tout le monde ; sinon je suis « l'ancêtre de mon stylo »...

(2) La nouvelle donne médiatique serait de lancer un projet de loi dans la mare et, le bruit clamé et l'idée acceptée, de commencer à légiférer. Ça témoigne du temps, mais le bonpartisme serait-il « up to date » ?

NOU
DU FR

• ON SOLDE
En janvier, à
tiendra pour
nouveau salo
les vendeurs
bien écoulé
acheter du né
déjà servi... a

• DÉMOBILIS

La réduction
militaires en
récemment p
suscite des in
des forces ar
Cinq cent mil
250 000 offic
d'être démobi
l'effectif total
millions). Not
l'inflation app
qui règne en
constitué égal
critiques des
politiques sur
militaires face
arménienne, p
missions de m
lors des tensi
Tout cela rapp
de Khrouchtch
trente ans, et
d'effectifs d'al
une des cause
Premier secrét
On dit que l'his
pas... mais qu'

• CHEZ LES

« PETITS FRÈ
Les boissons a
désormais inte
locaux de poli
du vin et de la
heures de rep
des bavures a
d'elles seules
fait choisir. M
promenez pas
commissariat à
repas !

• DAUPHINS

L'organisation
dénonce l'entra
dauphins par l
pour détecter
torpilles à de
profondeurs et
des hommes-g
ennemi potenti
celui-ci à faire
chiens et les d
pas les tortues

Georges HOS

Un ob
en p

Antoine
objecteur-ins
arrêté le 19 d
son procès.
emprisonné b
dict ne sera r
janvier. Le ju
la loi d'amnist
nait pas puis
signé, en c
« Monde libe
10 novembre
gement à effe
civil avant le
1988 (aucun
insoumis ne
emprisonnem
ment arbitrair
dique, le déli
clos. Il s'agit
incarcération
temps d'un
insoumis. Por
d'Antoine et
une répression
est nécessaire
maintenant, v
écrire : Anto
numéro d'écro
n° 225, Ma
d'Orléans, 14
Québec, 45000

NOUVELLES DU FRONT

• ON SOLDE !

En janvier, à Bagdad (Irak), se tiendra pour la première fois un nouveau salon international pour les vendeurs d'armes. Il faut bien écouler les surplus pour acheter du neuf. Matériel ayant déjà servi... avis aux amateurs.

• DÉMOBILISATION.

La réduction des effectifs militaires en URSS, annoncée récemment par Gorbatchev, suscite des inquiétudes au sein des forces armées soviétiques. Cinq cent mille militaires (dont 250 000 officiers) risquent ainsi d'être démobilisés (soit 10% de l'effectif total qui s'élève à 5 millions). Notons au passage l'inflation apparente des officiers qui règne en URSS. Malaise constitué également par les critiques des dirigeants politiques sur la passivité des militaires face à la catastrophe arménienne, par les nombreuses missions de maintien de l'ordre lors des tensions nationales, etc. Tout cela rappelle les difficultés de Khrouchtchev il y a près de trente ans, et les réductions d'effectifs d'alors avaient été une des causes de lâchage du Premier secrétaire par l'armée. On dit que l'histoire ne se répète pas... mais qu'elle bégaie !

• CHEZ LES

« PETITS FRÈRES »...

Les boissons alcoolisées seront désormais interdites dans les locaux de police (à l'exception du vin et de la bière admis aux heures de repas). C'est la fin des bavures alcoolisées... et d'elles seules. Boire ou tirer, il faut choisir. Mais ne vous promenez pas devant un commissariat à l'heure des repas !

• DAUPHINS MILITAIRES.

L'organisation Greenpeace dénonce l'entraînement de dauphins par l'armée américaine pour détecter des mines ou des torpilles à de grandes profondeurs et pour protéger des hommes-grenouilles d'un ennemi potentiel, en obligeant celui-ci à faire surface. Après les chiens et les dauphins pourquoi pas les tortues militaires ?

Georges HOST

Un objecteur en prison

Antoine Gasnault, objecteur-insoumis, a été arrêté le 19 décembre lors de son procès. Depuis il est emprisonné bien que le verdict ne sera rendu que le 18 janvier. Le juge a estimé que la loi d'amnistie ne le concernait pas puisqu'il n'avait pas signé, en contrepartie (cf. « Monde libertaire » n° 725 du 10 novembre 1988), un engagement à effectuer un service civil avant le 31 décembre 1988 (aucun objecteur-insoumis ne l'a fait). Cet emprisonnement est totalement arbitraire au niveau juridique, le délai n'étant pas clos. Il s'agit de la première incarcération depuis longtemps d'un objecteur-insoumis. Pour la libération d'Antoine et pour empêcher une répression généralisée, il est nécessaire de réagir dès maintenant, vous pouvez lui écrire : Antoine Gasnault, numéro d'écrou 87009, cellule n° 225, Maison d'arrêt d'Orléans, 14, boulevard du Québec, 45000 Orléans.

G. H.

PARIS-DAKAR

Le retour aux colonies

UN sondage réalisé en octobre 1985, à la demande de la société organisatrice du Paris-Dakar, a révélé que la totalité des personnes interrogées connaissaient le rallye. Cette notoriété nous avons encore pu la vérifier à l'occasion de la onzième édition. Des centaines de milliers de spectateurs, en France et en Espagne, se sont pressés sur le bord des routes. Les problèmes de sécurité ont tout juste été évoqués par la presse. C'est le petit rien qui distingue les pays colonisateurs des pays colonisés. En Afrique, les concurrents ne s'arrêtent pas lorsqu'ils tuent un spectateur. Les exemples fourmillent de cette barbarie moderne. Un téléfilm allemand, *Sous la croix d'Agades*, montre par exemple un motard grièvement blessé soigné à côté d'un enfant atteint de gangrène : les médecins repartent sans s'être préoccupés un instant de l'enfant.

Depuis l'été 1985, les associations et organisations qui contestent le rallye se sont regroupées au sein d'un collectif Pa'Dak. Un dossier d'information est disponible, ainsi que du matériel de propagande (1). Leur budget ne peut évidemment pas concurrencer celui de la course. Cette année, l'engagement d'une moto revient, avec une assistance technique minimale et sans sponsor, à 220 000 F. Et les budgets des grandes équipes se chiffrent en millions de francs. Même si les publicitaires sont remarquablement discrets sur le montant des

« soutiens » aux concurrents, ils reconnaissent que les sommes qu'ils engagent sont rentabilisées avant même le départ de la course, par le tapage organisé autour du Paris-Dakar. Et qui s'occupe du tapage ? Les médias, qui vendent de « l'espace publicitaire » en veux-tu, en voilà. Et qui payent pour que le bon peuple de France sache quelle marque de dentifrice ou de saucisse a gagné l'étape du jour ? Toute prise de photo est exclusivement réservée à une société créée par les organisateurs du Paris-Dakar. Cette société dispose d'une assistance technique monstrueuse et elle sélectionne les images du Paris-Dakar. Pour la télévision, la Cinq a encore obtenu l'exclusivité. Mais cette année les autres chaînes auront le droit à quelques minutes par jour : l'année dernière elles avaient boudé le rallye parce que la Cinq en avait le monopole. C'est fou ce qu'entre gens du monde les bonnes manières sont de mise. En se fondant sur des chiffres anciens et officiels, le collectif Pa'Dak estime que le total des dépenses des concurrents, des médias et les autres frais, se situe entre 250 et 500 millions de francs. « Eh ! vous marrez pas ! C'est sûrement avec votre pognon » eût dit Coluche.

Pourtant, cette année, le rallye est dans une mauvaise passe : les sponsors et les médias sont moins nombreux que les années précédentes. Depuis le mort de Thierry Sabine, les affaires ont tendance à

péricliter. De plus, la Fédération internationale des sports automobiles lorgne sur le rallye et aimerait bien le mettre sous son autorité... C'est pourquoi cette année le rallye est passé en Lybie. Tout le monde en a parlé. Voilà qui rajoute du sel à la course. Et le passage du Paris-Dakar en Lybie, l'Etat maudit des médias occidentaux, arrange bien Kadhafi. Cette ouverture spectaculaire trouve sa raison d'être dans l'état de l'économie lybienne. De plus, en se revalorisant aux yeux des médias occidentaux, Kadhafi isole un peu plus les Etats-Unis qui le menacent. Bien sûr, l'alcool et l'armée française devront rester à la frontière : le colonel doit conserver sa réputation de musulman et de champion de l'anti-impérialisme. Le passage du rallye à travers les Etats africains est d'ailleurs incompréhensible si l'on se contente du schéma classique colons/colonisés. Il faut lire les vertueuses indignations et les solennelles menaces des hommes de pouvoir africains pour comprendre qu'éthique et pouvoir sont antinomiques. Une seule exception : l'interdiction de passage au Burkina-Faso, après la mort d'une femme en 1984. Et si cette année le Paris-Dakar évite l'Algérie, c'est uniquement parce que la répression a été trop voyante au mois d'octobre.

A l'écart des polémiques et des journalistes, l'armée française fait à nouveau son Paris-Dakar. D'ailleurs, le premier « raid » Paris-Dakar a été effectué par quatre militaires. Partis le 2 décembre 1938 à midi, ils arrivèrent en vue de Dakar le 29 janvier 1939 à seize heures, bronzés à point pour les grandes réjouissances de cette année-là. La Cinq offrait à l'armée des heures d'antenne et de la publicité pour Aventure-FM, en échange de son soutien logistique (retransmissions). Mais, restrictions budgétaires obligent, cette année l'armée se retire d'Aventure-FM. L'« instruction

relative à la participation des armées à des activités ne relevant pas directement de leurs missions spécifiques » pose « qu'hors cas d'urgence, les moyens des armées ne peuvent être utilisés à des activités non militaires qu'à défaut de moyens civils possibles ». L'aide de l'armée ne se justifie donc pas par le seul souci d'offrir un service, mais elle relève de la volonté de tester des matériels de transmission sur le terrain.



Les concurrents seront-ils bombardés par l'aviation américaine qui les aura confondus avec la garnison de l'usine d'armement chimique du colonel Kadhafi ? Disparaîtront-ils dans les champs de mines négligemment laissés par les armées de la Seconde Guerre mondiale ? Le plus urgent serait qu'ils disparaissent dans nos mémoires.

JÉRÔME (Gr. Florès-Magón)

Pour en savoir plus sur le Paris-Dakar, vous pouvez lire le supplément du journal Silence : Rallye Paris-Dakar, pas d'accord, en vente à la librairie du Monde libertaire, au prix de 25 F. Dans ce dossier vous trouverez tous les renseignements sur le matériel de propagande contre le rallye.

HUMEUR

La « question »

CONTRAIREMENT à une opinion facile, c'est-à-dire à l'opinion généralement répandue, le commun des flics n'est ni plus bête ni plus méchant que le commun des mortels.

Tout au plus peut-on admettre que le flic, s'il est devenu flic par vocation, est doté d'une dose de racisme, de lâcheté et de servilité supérieure à l'honnête moyenne. Mais la plupart des flics sont devenus flics comme ont devenus n'importe quoi d'autre par le hasard des circonstances, des relations familiales et sociales.

Ce qui rend le flic redoutable et dangereux, c'est que, de part ses fonctions, il dispose d'un pouvoir de nuire très supérieur à un postier ou à un douanier. Ces modestes fonctionnaires peuvent nous empoisonner la vie, mais seulement dans des circonstances données. La pire des polices c'est la police politique, quel ravage font-ils autour d'eux : par la délation et la provocation. Ils peuvent impunément en fait, sinon en droit, vous outrager, vous confondre, vous passer à tabac.

D'autre part, le public (mis à part la Ligue des droits de l'homme), s'il est aujourd'hui avide, insatiable de droits sociaux, est fort indifférent à la liberté individuelle et aux droits personnels.

C'est que la plupart des gens passent agréablement leur vie sans avoir jamais affaire avec la justice, du moins en tant qu'inculpés. Ils considèrent le passage à tabac et la détention arbitraire comme des choses qui ne peuvent arriver qu'aux autres.

La « question » a été abolie en France par la monarchie finissante. Mais étant dans les mœurs, elle est restée dans l'usage. Lorsque les poulets se relaient pendant quarante-huit heures pour cuisiner un suspect entendu comme témoin, ce n'est rien d'autre qu'une forme atténuée de la question. C'est pourquoi certains criminologues rêvent

d'une procédure qui excluerait l'interrogatoire, et qui demanderait la preuve aux indices matériels et aux témoignages. Mais des affaires récentes, comme celle des Irlandais de Vincennes, ont montré qu'à l'occasion la police conditionne les indices et les témoignages aussi bien que les aveux. Maintenant nous avons la gauche au pouvoir, espérons que cela ne soit pas ainsi. A trop gouverner, on a tendance, peu importe frapper juste, à frapper fort ! Quoi de plus débilant pour l'esprit public qu'une réhabilitation. Elle le fait douter de l'infaillibilité de la justice.

Vouloir prétendre à abolir l'interrogatoire, c'est ouvrir la voie aux méthodes d'investigation que la science et les techniques modernes mettent au service de la police : drogues, etc. (le peuthotal a été interdit, mais d'autres méthodes ont vu le jour). Il ne faudrait pas que l'on arrive à cela, c'est le moins que l'on puisse dire. Les principes de « l'inviolabilité de la conscience » et de « liberté individuelle » sont plus incompatibles qu'ils ne l'ont jamais été avec l'ordre social actuel quasiment totalitaire. Les principes ne font que végéter dans quelques codes à l'état de survivance. On s'en est bien rendu compte avec *Libération*, qui a publié récemment la « Déclaration universelle des droits de l'homme » pour son quarantième anniversaire. Pour satisfaire à cette déclaration on est encore loin du compte.

Pour conclure, tant que la torture, depuis ses formes les plus bénignes jusqu'à ses formes les plus « sévères », restera dans l'usage, il faudra que la conscience humaine se mobilise et qu'il y ait un vaste mouvement d'opinion contre les moyens que la science et les techniques lui procurent.

Paulo CHENARD

OPA sur l'UFC

Depuis que la Bourse est devenue populaire grâce aux miettes d'actions vendues par nos gouvernants, le moindre gus est au fait des opérations publiques d'achats. Bouygues touse et son action s'enrhume. La Société Générale est attaquée de toutes parts et Bérégovoy se fait tout petit. De Maxwell à Tapie, en passant par la miss Gomez, tout le monde déchiffre parfaitement les tableaux du Palais Grognaud. Mais loin de moi l'idée saugrenue de vous faire un exposé sur les SICAV ou autres FCP. Non, mais en y regardant de plus près, c'est tout aussi passionnant et les tireurs de ficelles sont somme toute les mêmes.

En 1972 l'Union fédérale des consommateurs quitte l'Institut national de la consommation. Réaction logique quand on sait que l'INC regroupe aussi bien des associations de consommateurs, que des représentants de ministères, des publicitaires. Démission normale quand on s'aperçoit que le conseil d'administration de l'INC est muselé par un commissaire du gouvernement, et que le directeur de cet institut est nommé par le ministre de l'Economie et donc révocable à tout moment. En effet, en quittant cet organisme, l'UFC allait démontrer que la défense des consommateurs ne peut être menée efficacement que par les consommateurs eux-mêmes. Au sein d'authentiques associations, libres de tout pouvoir, politique ou économique.

Pendant seize années l'UFC et son journal, *Que Choisir* ?, allaient s'engager dans de nombreuses batailles. Sans concessions, ses tests offraient des résultats objectifs. Cependant, en 1986, le conseil d'administration de cette association allait limoger trois de ses principaux responsables avec des excuses dignes d'un père jésuite. C'était pour préparer le terrain de la normalisation et de la réintégration dans le giron étatique.

En effet, au mois d'octobre dernier, la présidente de l'UFC écrivait à madame Neiertz, secrétaire d'Etat chargée de la consommation, son désir d'adhésion à l'INC. Après seize années d'indépendance et de luttes acharnées, les responsables nationaux renaissent dans le rang !

Les 50 000 adhérents de l'UFC vont-ils suivre cette initiative honteuse ?

Il est impossible à l'UFC de faire entendre sa voix dans la structure de l'INC. La présence de l'UFC, principale association de consommateurs, cautionnerait la reconnaissance des autres associations.

Déjà l'UFC-Toulouse s'est désolidarisée de cette position et a engagé la procédure de désaffiliation...

Roger LE GUEN

BERNARD LAMBERT

« Trente ans de combat paysan »

Bernard Lambert est mort en juin 1984. Un livre qui lui est consacré paraît ces jours-ci. Pourquoi ce livre ? Pour rappeler l'action et la personnalité du militant syndical paysan le plus actif de cette seconde moitié du XX^e siècle. L'association Bernard-Lambert a confié à Yves Chavagne, journaliste agricole (qui a écrit dans *Ouest-France* et *Témoignage Chrétien* notamment), le soin de rédiger ce livre (1). Les deux notes de lecture que nous vous proposons mettent en lumière l'une la personnalité et l'autre le militantisme de cet homme de tous les combats.

La rédaction

(1) Bernard Lambert, 30 ans de combat paysan, éditions La Digitale, 120 F, en vente à la librairie du Monde libertaire.

ceux qui ne se rappellent plus, Bernard Lambert était ce syndicaliste paysan qui a fortement marqué l'histoire des organisations paysannes de l'Ouest, de la même façon qu'un Maurice Joyeux a mêlé sa vie à celle de la Fédération anarchiste : avec plus ou moins de bonheur suivant les époques.

La bibliographie rédigée par un journaliste de *Témoignage chrétien*, à partir d'éléments rassemblés par un collectif de rédaction regroupant des « proches » de Bernard Lambert (ou plutôt des gens qui l'ont souvent cotoyé), laisse un peu le lecteur anarchiste sur sa faim, parce qu'elle insiste sur certains points et moins sur d'autres. Mais tout compte fait, le panorama y est. Si le livre avait été écrit par un « collaborateur » du *Monde libertaire*, les lecteurs chrétiens auraient, eux, pu reprocher la trop grande importance qui aurait été attribuée aux caractères anarcho-syndicalistes de la démarche d'un fils de métayer qui fut député en son jeune temps, mais qui a refusé de devenir conseiller du gouvernement socialiste de 1981, préférant rester « paysan » que de devenir un notable magouilleur.

A l'occasion des prochaines élections des chambres d'agriculture, nous retrouverons d'autres grandes figures du syndicalisme agricole mais la plupart ont mal tourné,

quittant la veste paysanne pour la cravate du notable coupé de son environnement. Ceci est une autre histoire. L'itinéraire d'un Bernard Lambert mérite lui le détour parce qu'il permet de cerner la situation actuelle dans le monde agricole (en Bretagne et dans les Pays de Loire tout au moins) et ce livre a au moins cet avantage-là (même si l'exemple de la Loire-Atlantique masque un peu le reste).

Les organisations agricoles ont vu des néo-notables remplacer la caste des anciens propriétaires fonciers paternalistes, mais il y a encore au sein de ces structures des gens qui font consciencieusement leur boulot.

Le livre de Chavagne présente l'intérêt d'expliquer pourquoi et comment un type comme Lambert a pu se retrouver président d'une grosse entreprise agricole (1 500 salariés) dans laquelle il avait pris l'initiative de licencier un directeur, ex-PDG de « son affaire », rachetée par des éleveurs de volaille qui voulaient se mesurer aux multinationales de l'agro-alimentaire. Ce directeur paternaliste, soutenu par ses anciens salariés (1) a pris le risque de mettre en péril les autres unités (1 000 salariés, 500 éleveurs) de la SICA contre laquelle le Crédit agricole et les firmes privées cherchaient à prendre leur revanche.

La SICA avait le grand tort de servir d'exemple, avec son fonction-

nement coopératif, dans les revendications des éleveurs et des salariés face aux appareils de l'agro-alimentaire.

Défense des paysans

Jeune agriculteur dynamique, Bernard Lambert et les syndicalistes qu'il cotoyait ne s'occupaient au départ que de la défense des éleveurs « modernisés », persuadés que l'agriculture paysanne était vouée à la disparition. Les jeunes agriculteurs, désireux d'avoir un revenu équivalent à celui des salariés, et partisans d'améliorer les conditions de travail physique en agriculture, s'engageaient en effet, tous, dans le productivisme.

La survivance d'une agriculture paysanne « peu évoluée » était considérée comme archaïque, voire antiprogressiste.

Les paysans dits marginaux, et néanmoins majoritaires, s'étaient toujours tus et continueraient de se laisser mener par le bout du nez.

Mais Bernard Lambert et d'autres en viendront à considérer que ces paysans conservateurs avaient autant d'importance que les autres, avec qui d'ailleurs il y avait communauté d'intérêt face au grand capital. Les uns étaient piégés par le productivisme, les autres se faisaient exclure progressivement de l'agriculture. C'est ainsi qu'en ce moment, on propose à ces derniers d'entretenir leurs terres sans produire, en échange du RMI ; on les les a auparavant étranglé avec la politique des quotas laitiers ou les crises porcines et bovines.

D'où la nécessité de la défense de tous les paysans en situation difficile et de la remise en cause (argumentée) du productivisme. Ce dernier étant accusé pêle-mêle de favoriser la dégradation de l'environnement naturel et humain, d'accroître les problèmes du tiers monde, de rendre les paysans modernisés pieds et poings liés au Crédit agricole, aux firmes agro-alimentaires, aux géants de la distribution alimentaire, etc., et de procéder à la

destruction des autres modèles de développement agricole.

C'est ainsi qu'à travers la dénonciation du veau aux hormones, c'est toute la logique productiviste sous-tendant leur utilisation qui était en fait visée.

Des stratégies différentes

La biographie gagnerait à être complétée par celle d'un « responsable agricole » du Morbihan ou du Finistère, ou bien des Côtes-du-Nord ou de l'Ille-et-Vilaine, mais aussi par celle d'un paysan « anonyme » connu de ses seuls voisins (parce qu'il n'a jamais cherché à faire de vagues).

aujourd'hui s'abatte la répression interne contre les « moutons noirs du syndicalisme ». A moins que la présence de ces paysans ait pu suffire à aider les vrais syndicalistes à s'opposer à la dérive bureaucratique de la CFDT ?

Tout compte fait, à tourner les pages, on retrouve les grands événements qui ont précédé l'émergence d'un syndicalisme agricole réunifié au fur et à mesure de la construction de la CNSTP d'une part (travailleurs-paysans) de la FNSP d'autre part (syndicats paysans), puis de leur union au sein de la Confédération paysanne (CP) avec une « troisième composante » (divers groupes partisans eux aussi d'une



agriculture paysanne). Un accident de la route aura empêché Bernard Lambert de voir cette confédération se mettre en place. Sa vie n'en fut pas moins riche...

P. B.

Bernard Lambert, trente ans de combat paysan, Yves Chavagne, 280 pp., 120 F, éditions La Digitale, Baye, 29130 Quimperlé.

NOTE DE LECTURE

Sacré Bernard Lambert !

Ce livre retrace la vie tumultueuse et bien remplie d'un paysan nantais vraiment pas comme les autres, qui a marqué deux générations de paysans dans l'Ouest et au-delà, celle des années 50 avec son modernisme à tout crin et celles d'après 68 avec ses ruptures sociétales pas encore toutes récupérées par les pouvoirs.

On peut discuter bien des paragraphes de ce livre, de ce qui a été mis en avant ou en retrait par l'auteur, Yves Chavagne, journaliste des sacristies de gauche (1), mais l'essentiel y est et il faut reconnaître qu'un personnage-ouragan comme Bernard n'est pas facile à coucher sur le papier.

Je n'ai pas connu Lambert de très près, à cause de l'éloignement géographique, mais on se cotoyait deux-trois fois l'an lors de réunions et fêtes antimilitaristes, écoles, contre l'extension du camp militaire de Fontevraud, pour la défense des objecteurs et des insoumis, et plus tard à la CNSTP.

Bernard, un sacré numéro : bon vivant ne lésinant ni sur la chopine ni sur les clinis d'œil aux copines, était un homme de comportement individualiste qui brillait dans l'organisation émancipatrice des hommes et du déroulement de leurs luttes. Et il fallait courir pour le suivre : perpétuellement en

mouvement et en réflexion, entre deux coups de fourche à la ferme, toujours en action ou en réunion.

Il était doué d'un charisme extraordinaire et d'une lucidité sociétaire qui débloquent souvent les réunions. Aimant s'écouter parler, il était également capable d'une grande attention envers les autres, sans aucun sectarisme. Son pragmatisme organisationnel allait de pair avec l'humour et la démesure de beaucoup de ses propos.

Il aimait prendre des responsabilités, y compris au plus haut niveau (il a rêvé de devenir ministre), et être consulté par les hautes autorités. Par moment il préférerait bêcher son jardin ou passer ses nuits à la défense d'un cas individuel, désespéré, qui le révoltait.

Souvent, dans les mouvements sociaux, on retrouve une cassure entre les « intellos » et les « activistes ». Bernard, avec brio, était les deux à la fois ; tribun et écrivain, il était souvent le premier à l'action.

En ce sens, c'était un authentique syndicaliste qui, à la fin de sa vie, n'était plus que syndicaliste, ayant rompu avec le cléricisme, la députation, les partis politiques (MRP puis PSU). Il était devenu partisan d'un syndicalisme paysan, lié aux autres exploités, et autonome vis-à-vis des pouvoirs économiques, politiques et étatiques.

Sur le plan existentiel, c'était un pur soixante-huitard, qui essayait de ne pas séparer discours et vie quotidienne ; c'était jovial et chaleureux de militer avec lui.

Les souvenirs et les écrits qu'il nous laisse font de lui le militant le plus marquant de la « gauche syndicale » paysanne depuis la dernière guerre. A travers ces pages, vous découvrirez les chemins d'un homme qui adorait se mettre en avant, jouer des rôles et prendre de hautes fonctions, mais avec une volonté d'administrer les choses plutôt que de gouverner les hommes (2).

L'écriture limpide de Chavagne et du comité de rédaction réussit la symbiose entre le vécu et les idées, ce qui n'est pas si facile. Un plaisir à lire ou à offrir à ses potes paysans.

Alain CRAPAUD

NOTES

(1) Un seul exemple : à un moment, l'auteur parle de deux responsables de la CNSTP, qu'il décrit comme « plus à gauche » que Lambert. Les ayant connus dans le syndicat en 1983-1985, je suis intimement persuadé du contraire.

(2) Si je conclus par une référence à Proudhon, ce n'est pas par « récupération », mais parce que Bernard était comme cela, il le disait et essayait de le faire.

MI

R

te à la der
pas, se
démarch
riés des
ces pers
liers, tant
les média
tés par
place, so
voire fra
bles !

Prétext
misère,
quelques
au pouvo
tour de t
tions des
publique
démagog
pour sav
confirm
est malv
salaires
français
nement,
dépenses
et la mis
jours le f
et de la r

Afin de
équilibres
chande, i
forcé, rev
grève. A
GTV (G
technicit
démocrate
nous faire
mum avec
grève qui
chagrin.

En 1864
délit. En
irrespons
légalité lab
d'une cam
temps d'u
fonction
miraculeu
citude des
place. Qu
ses fins a
organisati
pas la que
fait que le
soient touj
tion.

Les con
interdirent
ouvriers. D
les répu
jacobins, n
vail de sap
une chose
damentale
à l'Assemb
petits tra
démocrate
socialisme
gent à coe
gouvernem

De renom
missions, il
tout renié,
bord. Et n
quent au c
époque !

Déjà, en
Proudhon,
déclarait qu
le communi
verse pour
les néo-jac
vernement
gieux et pol
l'autorité, il
Aujourd'hui,
coup à fai
humeurs lib
Rocard. Ga
chance et u
les princes
arriveront à
Au pays c
minimum, s
maintenant s
dra plus d'
pour que le
aussi, rédui
expression.

mum, const
dernier obst
disposer d'u
tés.

Minimum ?

ROCARD l'a déclaré : il faut en France un service public minimum. Le pouvoir confronté à la dernière grève à la RATP n'a pas, semble-t-il, apprécié la démarche revendicative des salariés des transports urbains. Tous ces personnels à statuts particuliers, tant décriés et critiqués par les médias, surveillés et admonestés par les gouvernements en place, sont par trop indisciplinés, voire franchement irresponsables !

Prétextant des salaires de misère, ils malmènent, depuis quelques temps déjà, les hommes au pouvoir. Ceux qui déclarent à tour de bras que les revendications des salariés de la fonction publique sont irréalistes, voire démagogiques, sont bien placés pour savoir de quoi ils parlent. Ils confirment, si besoin était, qu'il est malvenu de réclamer des salaires décentes. La collectivité française, pour son bon fonctionnement, ne peut supporter des dépenses inconsidérées. La gêne et la misère de certains sont toujours le fondement de la quiétude et de la richesse des autres.

Afin de préserver les fragiles équilibres de notre économie marchande, il faut bien, contraint et forcé, revoir à la baisse le droit de grève. Après avoir pondu le GTV (Glissement, vieillesse, technicité), l'équipe social-démocrate au pouvoir va donc nous faire le coup du service minimum avec à la clé un droit de grève qui devient une peau de chagrin.

En 1864, la grève n'était plus un délit. En 1938, elle est déclarée irresponsable, dangereuse et intolérable pour le bien-être des populations laborieuses qui, le temps d'une campagne électorale, ou le temps d'un conflit social dans la fonction publique, bénéficient miraculeusement de toute la sollicitude des hommes politiques en place. Que Rocard parvienne à ses fins avec l'aval ou non des organisations syndicales, là n'est pas la question ; plus grave est le fait que les libertés dans ce pays soient toujours remises en question.

Les conventionnels de 1792 interdisent le droit de coalition aux ouvriers. Deux cents ans plus tard, les républicains, tous néo-jacobins, mènent toujours leur travail de sape. Le droit de grève est une chose trop sérieuse, trop fondamentale, pour qu'on en discute à l'Assemblée nationale. Tous ces petits trous-du-cul social-démocrates, qui pratiquent le socialisme de la gamelle, pataugent à cœur joie dans la fange gouvernementale.

De renoncements en compromissions, ils ont tout abandonné, tout renié, tout rejeté par dessus-bord. Et maintenant, ils s'attaquent au droit de grève. Triste époque !

Déjà, en 1851, le petit père Proudhon, parlant des socialistes, déclarait que de toutes les utopies le communisme était la plus perverse pour l'homme ; il fustigeait les néo-jacobins et tous les gouvernementalistes. A tous les religieux et politiques, fanatiques de l'autorité, il déclarait la guerre. Aujourd'hui, il reste encore beaucoup à faire pour calmer les humeurs liberticides d'un Michel Rocard. Gageons qu'avec de la chance et un petit coup de 49.3, les princes qui nous gouvernent arriveront à leur fin.

Au pays des minimums, revenu minimum, salaires minimums et maintenant service minimum, il faudra plus d'un Bastille-République pour que le gouvernement soit, lui aussi, réduit à sa plus simple expression. Et l'Etat, même minimum, constitue bien toujours le dernier obstacle à balayer pour disposer d'un maximum de libertés.

RÉGIS

CFDT

Les « moutons noirs »

L'ANNÉE 1989 verra-t-elle une nouvelle organisation syndicale dans le secteur sanitaire et social ? Il est encore trop tôt pour y répondre, mais certains éléments sont déjà réunis pour que cela soit possible.

Les syndicats exclus

Edmond Maire, relayé par Jean Kaspar, appelait à « assainir la situation » au congrès de Strasbourg : à chasser les « moutons noirs ». Le feu vert était donné pour une purge sans précédent quant à son ampleur. Deux structures régionales professionnelles (PTT et Santé Ile-de-France) sont ainsi rayées de la carte d'implantation syndicale, par leurs fédérations, depuis la fin novembre.

Des structures avec leurs syndicats qui apportaient à l'interprofessionnelle cédétiste de la région parisienne réflexions, débats, revendications, capacités de mobilisation dans la fonction publique ; mais aussi dans le secteur privé en ce qui concerne le secteur de la santé et du social, assurant ainsi un trait d'union public-privé essentiel dans l'action interprofessionnelle. Des syndicats qui développaient dans leurs fédérations un courant syndical qui, avec la reprise des conflits dans ces secteurs, risquait de s'étendre et mettre en péril les appareils fédéraux. Chacun comprend à quel point est explosive la rencontre de ceux qui portent un syndicalisme unitaire, revendicatif, de luttes et de transformation sociale, et de ces salariés qui reprennent l'initiative de la mobilisation avec pour exigences non seulement de gagner sur les revendications, mais aussi de contrôler le mouvement qu'ils ont su développer.

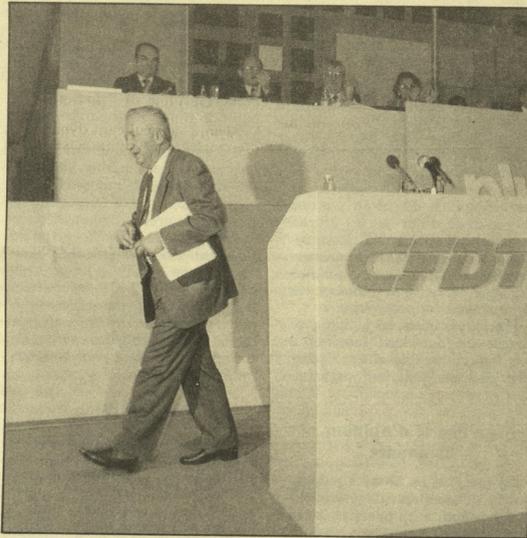


Jean Kaspar.

La fédération CFDT Santé-Sociaux avouera par la bouche de François Chêrèque (1) qu'il fallait se débarrasser de ces fauteurs de troubles pour aborder sereinement le prochain congrès fédéral : les éliminer de tous les niveaux de décisions, comme lors des derniers congrès, ne suffit plus, il faut les mettre hors de l'organisation.

Les coordinations paralysées

Pour préserver l'appareil syndical, pour maintenir un syndicalisme de partenariat, de régulation sociale, il faut donc éliminer les « moutons noirs ». En même temps, on sauve le gouvernement Rocard. Car cette purge a non seulement coupé les ailes à plus d'une vingtaine de syndicats Santé et PTT en Ile-de-France, en leur ôtant locaux, téléphone, courrier, matériel, droits syndicaux..., mais a paralysé pour un temps le mouvement social, notamment dans la Santé.



Les coordinations infirmières et aides-soignants/agents-hospitaliers se sont, elles aussi, retrouvées dans la rue, puisque hébergées auparavant dans des locaux syndicaux.

A l'heure où il fallait retrouver un second souffle pour imposer une réelle application des accords Evin, et leur extension aux autres catégories et au secteur privé, les coordinations et les syndicats se démentent pour retrouver des locaux de réunion et de reprographie ; les militants syndicaux passant, pour le moment, plus de temps à expliquer les scandaleuses décisions fédérales aux équipes, aux adhérents, qu'à poursuivre l'activité syndicale proprement dite. Déjà, la fédération CFDT-Santé avec son appel « versillais » (2), et ensuite avec la signature des accords Evin, avait participé à casser le mouvement des infirmières et des personnels de Santé. Elle avouait, par ses actes, sa défense du gouvernement et non pas celle des revendications des salariés (3). Des actes qu'elle peut mettre « honorablement » dans le panier garni de la recomposition syndicale à la mode social-démocrate. Convergence CFDT-FEN-FO, que la CFDT voudrait voir structurée pour l'Europe de 1993 et qui donnerait, au gouvernement actuel, une assise plus faible, au prix d'ailleurs d'âpres débats et de règlements de compte dans le Parti socialiste et à FO principalement.

Les patrons se frottent les mains

Les sanctions qu'appuie la fédération Santé-Sociaux prennent des formes diverses, si bien que la riposte et les réponses communes sont plus difficiles à déterminer. Les 12 syndicats de la région parisienne et leur structure régionale sont « suspendus » et mis sous tutelle fédérale. Un syndicat est immédiatement « réhabilité », celui de l'Assistance publique, la fédération indiquant au directeur les « bonnes » et les « mauvaises » sections (à qui on retirera tous droits), les permanents à « licencier » et ceux qu'il faut garder. Des syndicats sont créés en parallèle de ceux « suspendus », à partir de quelques sections ou même d'individus qui font le « bon » choix.

Le syndicat de l'hôpital Sainte-Anne est « effacé », les décharges d'activité et les locaux étant supprimés depuis le 31 décembre sur ordre de la fédération auprès du directeur. Des militants sont démis de leurs mandats internes et externes (4). Des sections sont dissoutes. Les adhérents, les militants sont infor-

més par les patrons (!) qui se frottent déjà les mains à l'idée de licenciements, de mutations ou de changements d'horaires vis-à-vis de certains syndicalistes trop virulents. Les réaffiliations sont proposées aux sections qui font le ménage, par des tuteurs désignés par la fédération.

CFDT-maintenue ou nouveaux syndicats

A aucun moment les syndicats n'ont été entendus par la fédération, qui, par ailleurs, avec la confédération bloque toute expression dans la presse interne et même externe. Ils ne savent même pas les motifs des sanctions. Les 5 000 adhérents qui ont élu leurs représentants départementaux et régionaux n'ont pas plus été consultés. La CFDT définit démocratie et fédéralisme ainsi : aucun droit à la défense, décisions nationales descendantes, impératives et sans appel.

A ce jour, les syndicats interpellent le bureau national confédéral pour la mise en place d'une commission des conflits, sans aucune illusion quant à la réponse. Ensuite, une procédure juridique sera probablement engagée sur le respect des statuts. Pour l'heure, ils se maintiennent comme syndicat CFDT, réunissent leurs équipes en assemblée générale ou en congrès pour décider s'ils poursuivront comme CFDT-maintenue (bagarre d'appareil, au détriment sans doute de la lutte syndicale) ou bien s'ils créeront de nouveaux syndicats qui se coordonneront et se fédéreront à terme, pour construire un syndicalisme interprofessionnel de transformation sociale. Belle ambition, d'autant qu'ils envisagent d'élargir leur base syndicale vers les coordinations, par exemple. La réponse à la fin janvier.

L. N. (Gr. Pierre-Besnard)

NOTES

(1) Conseiller fédéral Santé, mais aussi fils du ministre syndicalo-préfet de région-ministre.

(2) Appel des quatre fédérations CFDT-FO-CFTC-CGC à la Porte-de-Versailles, le 13 octobre : 5 000 personnes. Le même jour, 100 000 à l'appel de la coordination infirmière.

(3) Revendications reconnues légitimes par l'opinion publique, les fameux usagers.

(4) La répression touche aussi sept militants des hôpitaux civils de Lyon, qui ont participé ou soutenu ceux qui ont participé à la coordination infirmière.

NOM DE DIEU !

• LA DANSE DU VENTRE EST-ELLE CACHÈRE ?

Un conflit social se développe en Israël. La guerre est déclarée entre les rabbins intégristes et les danseuses du ventre. Les premiers veulent retirer les certificats de conformité religieuse aux restaurants et aux hôtels dans lesquels se produisent les secondes. Mais celles-ci sont prêtes à défendre leur profession.

• UNE CATHÉDRALE A EVRY.

Depuis près d'un siècle, personne n'a eu l'idée saugrenue de construire une cathédrale. Mais, dans un grand élan d'alliance entre les autorités (socialistes), le patronat et l'Eglise, un projet de cathédrale au cœur de la ville nouvelle d'Evry prend corps. Aux mauvaises langues qui suggèrent qu'il y aurait des constructions plus utiles à édifier, l'évêque local répond : « Ma cathédrale coûtera moins cher qu'un CES ». Walesa serait content d'apprendre qu'en France l'Etat et le capital ont des préoccupations spirituelles.

• BARATIN DE NOËL.

Le pape s'intéresse à l'actualité. A l'instar des politiciens qui s'exhibent dans toutes les catastrophes, le souverain pontif a des pensées pour les Arméniens du haut des balcons du Vatican. Les paroles pieuses ont de grandes vertus pour soulager la misère et la douleur. Qui oserait parler de facilité et d'hypocrisie ?

• THÉÂTRE.

L'abbé Pierre continue de fustiger les autorités qui ne prennent pas en compte les mal-logés. Son combat généreux et ambigu, source de bonne conscience à peu de frais pour certains, se prolonge sur une scène de théâtre. Pièce critique certes, mais qui possède un « happy end ». Heureusement que la liturgie et les arts de la scène permettent plus d'optimisme que la réalité qui finit dans la sordide de la misère.

• CONFUSION DES PROBLÈMES.

Courageux vieillard, lutteur de la charité, l'abbé Pierre manie allègrement l'amalgame facile. Il joue avec les mots et les images, dans des phrases où l'analyse des situations laisse la place au sentimentalisme. A la détresse des clochards, il oppose les revendications salariales des fonctionnaires. Comme s'il suffisait que les uns renoncent à un salaire décent pour que les autres survivent. La charité, indispensable goutte d'eau qui limite (sous les flashes des médias) la détresse au seuil de l'intolérable, ressemble à une triste farce qui masque les problèmes de fond. A force de regarder les problèmes par le petit bout moralisateur de la lorgnette certains, qui organisent avec un dévouement indéniable le don du superflu, sont utilisés pour empêcher les mutations sociales qui permettront un vrai partage des richesses, et le droit à une existence non assistée.

M. MICHEL

ECOUTEZ
RADIO-LIBERTAIRE
89.4 MHZ
PARIS

TURQUIE

Vous avez dit démocratie ?

LES récentes grèves de la faim observées par quelques 2 000 détenus politiques sont un cinquantième démenti aux déclarations de M. Rocard qui affirmait que « les progrès de la démocratie sont incontestables en Turquie ». Gouvernement civil, Parlement docile, demande d'adhésion à la CEE camouflent un Etat fort aux mains des militaires, qui maîtrisent totalement le retour du pays à une « démocratie contrôlée ».

Quelques espoirs

Le mouvement populaire semble renaître peu à peu de ses cendres : manifestations contre la torture et pour l'amnistie générale, grèves étudiantes, arrêts de travail dans de nombreuses entreprises (1), etc. D'importantes conventions collectives arrivant actuellement à échéance, une nouvelle vague de grèves est d'ailleurs prévisible pour le début de l'année 1989. Fait intéressant, le parti des Verts (YP) a été enregistré officiellement et envisage de participer aux prochaines élections locales. Selon son responsable « le système parlementaire traditionnel perd de sa valeur. Le YP est une nouvelle alternative pour les anciens partis politiques traditionnels, aussi bien de droite que de gauche. Notre stratégie politique sera locale. Nous croyons en la localisation du système politique dans lequel chaque individu sera libre de prendre ses propres décisions ».

En mal de publicité, le président Evren s'est prononcé en octobre en faveur de l'abolition de la peine de mort et pour la légalisation d'un parti communiste (2). En réalité, pour ce dernier il s'agit de « découvrir qui est communiste et qui ne

nir proche, les réactions des organisations de gauche marquent leurs divisions. Tandis que le Parti communiste unifié de Turquie (TBKP) (3) s'est félicité d'une telle possibilité, les autres groupes (4) ont émis de fortes réserves. Pour eux, le renversement du général Evren est la condition préalable à un retour à la démocratie.

Le Premier ministre, Ozal, ne semble pas être du même avis que son collègue. Pour lui, les articles du code pénal relatif au communisme sont « les piliers fondamentaux de la République », considérant que ceux-ci « ne seraient pas de problèmes au peuple turc ».

Fichés, surveillés, les militants de gauche devront donc renoncer à tout radicalisme s'ils veulent espérer une légalisation de leur organisation.

La liberté d'opinion baillonnée

La presse et les diverses publications sont soumises à de sévères restrictions dont voici quelques exemples significatifs :

- en janvier 1988, la direction de la Sécurité publique distribue la liste des 2 028 livres interdits à la vente ;
- le 10 février, l'hebdomadaire 2 000'e Dogru est saisi pour avoir retranscrit les débats du Parlement ouest-allemand concernant le problème kurde ;
- le 23 avril, les dix principaux quotidiens écrivaient dans leurs colonnes : « Nous devons dire à notre regret que le gouvernement a opté pour une ligne politique qui a pour but de ruiner les journaux, simplement parce qu'ils ont rendu publiques ses insuffisances et ses erreurs » ;

• le 5 octobre, la responsable d'édition de 2 000'e Dogru est condamnée à trois ans de prison pour « propagande nuisant aux sentiments nationaux ». Le 27, elle est à nouveau condamnée à 7 ans pour la parution d'un article sur les droits culturels kurdes.

Et ce ne sont que quelques faits relevés parmi des dizaines, des centaines d'autres. Ils montrent bel et bien les limites très étroites de la liberté de la presse. Accusés d'écrits « incompatibles avec la moralité publique », de « discréditer le gouvernement », ou de « propagande communiste », 2 147 journalistes ont été poursuivis devant les tribunaux ces quatre dernières années, tandis que quarante-deux responsables de publications sont toujours incarcérés.

Au Kurdistan

Comme l'on peut s'en douter, la situation au Kurdistan demeure très préoccupante. Le statut des réfugiés kurdes irakiens est toujours aussi précaire. Si quelques milliers d'entre eux sont partis pour l'Iran, et plusieurs centaines sont retournés en Irak afin de bénéficier de l'amnistie, il reste encore officiellement plus de 50 000 personnes entassées dans des camps de fortune dans des conditions de vie misérable. Dans cette affaire, le gouvernement entend néanmoins demeurer en bons rapports avec son voisin, le lavant de tout soupçon. Pour Ankara, « les médecins et spécialistes qui ont examiné les gens ayant demandé asile à la Turquie, n'ont pas trouvé aucun signe d'armes chimiques ». Craignant une infiltration croissante du PKK, le gouvernement entend bien se débarrasser d'une partie au moins de ces Kurdes réfugiés.

Le GAP, projet d'aménagement de l'Anatolie du Sud, est désormais d'actualité. D'un coût évalué à 11 milliards de dollars, celui-ci consiste à construire quinze barrages et dix-huit centrales électriques le long de l'Euphrate et du Tigre. Il s'agit d'accroître les rendements en céréales, de développer la production laitière et d'introduire le coton afin de sortir la région du « sous-développement ».

Le TKSP (Parti socialiste du Kurdistan turc) dénonce vigoureusement un tel objectif : « Le GAP se révèle être particulièrement bénéfique pour les grandes entreprises domestiques et étrangères et pour les grands propriétaires fonciers du Kurdistan. De nombreuses firmes, en particulier des Etats-Unis et des Pays-Bas ont demandé à établir de grandes plantations dans le genre des latifundia sud-américains (...). Le capital d'Arabie saoudite est également intéressé au projet du GAP ; l'association turco-saoudienne se prépare à exploiter de grandes plantations. La deuxième puissance financière turque "Sabanci Holding" a déjà acheté de grandes étendues de terre ».

Il y a quelque temps, à la suite d'une visite au Kurdistan, des députés du Parti populiste social-démocrate ont dressé un tableau de la situation concluant que :

- les paysans étaient incités à partir pour l'Ouest ;
- les gens refusant d'être « protecteurs de village » (5) étaient soumis à des pressions ;
- de nombreuses personnes étaient victimes des terrains minés ;
- l'Etat avait institutionnalisé la délation ;
- tout citoyen était un suspect potentiel ;
- les forces de l'ordre tiraient à vue la nuit.

Un bilan accablant

Dans moins d'un an, en novembre 1989, le « retour progressif à la

démocratie » devrait arriver à son terme avec la nomination d'un nouveau président par le Parlement. Mais, d'ores et déjà, le bilan est catastrophique dans tous les domaines.

Quelques chiffres montrent l'étendue du désastre économique. La dette extérieure s'est envolée de 16 milliards de dollars en 1980 à 38 en 1987, si bien que le FMI et la Banque mondiale envisagent d'imposer à la Turquie un nouveau plan d'austérité. Alors que les profits des entreprises augmentent, le salaire minimum net est de 83 766 livres. Les besoins mensuels d'une famille sont passés de 106 000 livres en août 1987 à 170 000 en août 1988 !

De la répression de masse suivant immédiatement le coup d'Etat de septembre 1980, à la répression sélective d'aujourd'hui, la logique demeure la même : assurer la stabilité de la société de classes. Arrestations, procès, condamnations, tortures, censures, affrontements au Kurdistan, telle est la réalité quotidienne.

La renaissance du mouvement populaire est sous haute surveillance. S'il relève la tête, le couperet

est prêt à décapiter une nouvelle fois toute opposition. En déclarant : « Bien que personne ne le souhaite, si la Turquie devait faire face à une situation similaire (agitations antérieures au coup d'Etat), seules les forces armées pourraient sauver la Turquie » (6), l'avertissement du général Evren est clair !

Jean-Claude PASCAL

NOTES

- (1) Pour les neuf premiers mois de 1988, un million d'heures de grèves avaient été enregistrées.
- (2) Décisions qui favoriseraient l'adhésion de la Turquie à la CEE.
- (3) Fusion récente du Parti communiste de Turquie (TKP) et du Parti ouvrier de Turquie (TIP). Les deux responsables sont emprisonnés depuis novembre 1988, date de leur retour d'exil pour obtenir la légalisation de leur organisation.
- (4) TKP (fraction refusant la fusion avec le TIP), TKP/ML, TDKP, Dev Yol, Dev Sol, Kurtulus, PKK...
- (5) Milices formées afin de lutter contre les séparatistes.
- (6) Le 30 avril 1988 à Trabzon.

ESPAGNE

Un otage politique

DANS l'échange de cadeaux entre l'Etat français et son homologue espagnol, Jean-Philippe Casabonne est un jouet : un train électrique contre des activistes basques et leurs supposés soutiens. C'est pour réagir à la condamnation de Jean-Philippe le 9 décembre dernier à Madrid à six ans de prison qu'une réunion publique s'est tenue à Bordeaux le 27 décembre au soir, à l'initiative du comité de soutien. Le texte que nous reproduisons a été distribué pour appeler à cette réunion.

« La jeune démocratie espagnole » reconnaît, après les révélations de la grande presse, qu'elle est l'inspiratrice du Groupe anti-terroriste de libération (GAL) de sinistre besogne. Elle libère un général putschiste au bout d'un an de détention pour « raisons de santé ». Parallèlement, une perquisition est effectuée sans témoin, à Bordeaux, au domicile de Jean-Philippe. Une preuve de sa culpabilité y est sois-disant trouvée, mais n'a jamais été produite. L'Europe avance...

JÉRÔME

Mitterrand, Gonzalez : libérez Casabonne

Jean-Philippe Casabonne vient d'être condamné à six ans de prison ! Cette peine a été prononcée par l'Audiencia Nacional (tribunal d'exception espagnol) ; elle constitue un scandale à la mesure de la parodie du procès du 9 décembre dernier à Madrid.

Comme au plus beaux jours de l'Inquisition

D'après les témoignages des personnes qui ont assisté au procès, l'audience n'a permis aucun débat contradictoire et s'est achevée dans la confusion la plus totale.

En effet, malgré l'inculpation pour « collaboration à bande armée », l'accusation n'a pu fournir aucune preuve matérielle : le dossier est resté vide. De même, le président n'a fait procéder à aucune vérification pour étayer les thèses de l'accusation.

Quant à l'audition des témoins, deux policiers, ils ont déclaré n'avoir rien trouvé de compromé-

tant dans l'appartement où Jean-Philippe a été arrêté en juillet 1987. De plus, les deux autres accusés ont déclaré que Jean-Philippe n'était pas au courant de leurs activités au sein d'ETA, conformément à leur première déclaration, malgré les tortures qu'ils ont subies et dénoncées lors de l'audience.

Enfin que dire d'un procès qui n'a fait jamais l'objet d'aucune instruction : Jean-Philippe n'a pas comparu devant un juge depuis le 11 juillet 1987. Pourtant, il a subi un an et demi de détention préventive.

Un otage politique

Au mépris de toute considération de fait ou de droit, l'accusation a voulu faire le procès du « Français qui a aidé ETA ». En effet, en l'absence de preuves, les autorités espagnoles n'ont pas hésité à recourir à des indices fabriqués pour l'occasion. Ainsi, une carte hypothétique aurait été trouvée lors d'une perquisition sans témoin (donc illégale) dans l'appartement de Jean-Philippe. Elle n'a pas été communiquée à la défense, et n'a pu être montrée lors du procès, malgré la demande insistante de Jean-Philippe.

De plus, la défense n'a pu exercer pleinement ses droits : le dossier d'inculpation n'a pas été traduit en français ; etc., par-dessus tout, l'avocat palois, Jean-François Blanco n'a pas été autorisé à plaider !

Pour avoir affirmé sa solidarité avec les réfugiés et le droit à l'autodétermination du peuple basque, c'est un procès d'opinion que l'on fait à Jean-Philippe. Comment ne pas douter de la justice de la « jeune démocratie espagnole » ?

Nul doute que son sort est entre les mains du gouvernement français. Il doit exiger des autorités espagnoles l'annulation de la condamnation et la mise en liberté immédiate de Jean-Philippe.

Comité de soutien à Jean-Philippe Casabonne

Pour tous contacts : Comité de soutien à Jean-Philippe Casabonne, BP 60, 33031 Bordeaux (tél. : [16] 56.31.43.84).



T. Ozal.

l'est pas. Actuellement personne ne le sait. Ils sont infiltrés au sein des autres partis politiques. De toute façon, la création d'un tel parti ne pourrait se faire que si le peuple en exprime la volonté, et devrait certainement être soumise à un référendum ».

Face à une éventuelle légalisation, fort improbable dans un ave-

• le 13 mai, deux journalistes de Cumhuriyet sont inculpés pour avoir critiqué le Premier ministre ;

• le 16 juin, le quotidien Milliyet est saisi avant la parution du numéro présentant l'interview du dirigeant du PKK ;

• le 7 août, deux journalistes de Hurriyet sont inculpés à leur tour pour diffamation envers T. Ozal ;

SEAT-MARTORELL

La CNT-AIT prend position

LA masse importante d'informations qui nous parvient d'Espagne nous conduit à utiliser fréquemment nos colonnes pour la meilleure information de nos lecteurs. La plus large place a été donnée à la CNT-AIT (représentante historique du mouvement anarcho-sindicaliste) avec aussi, quand l'actualité l'impose, des informations concernant la CNT (créée en 1980, se réclamant également de l'anarcho-sindicalisme). C'est ainsi que dans le *Monde libertaire* n° 722, nous expliquions comment la CNT a, d'une part, réussi à mobiliser les ouvriers de l'usine SEAT de Zona Franca (Barcelone) pour révoquer le CE et, d'autre part, obtenu la majorité dans cette même usine aux élections qui suivirent.

Cet article précisait que le CE de l'usine SEAT de Martorell annoncerait sa démission si celui de Barcelone était révoqué. Cela semble chose faite, puisque la CNT-AIT, dans le dernier numéro de son organe, *Solidaridad Obrera*, expose ses positions face aux élections de SEAT-Martorell.

Il nous a semblé intéressant de poursuivre l'information sur cette entreprise, donnant ainsi les points de vue des deux centrales qui, en Espagne, se réclament aujourd'hui de l'anarcho-sindicalisme.

Relations internationales

Depuis qu'elle existe, la CNT-AIT n'a jamais dérogé aux principes qui l'ont toujours animée : le refus de toute participation aux élections syndicales et son corollaire, l'action directe des travailleurs.

A l'occasion des élections de SEAT, la CNT-AIT rappelle que les élections syndicales contribuent à rendre la classe ouvrière passive en déléguant des hommes et des femmes qui, de toute façon, auront ensuite carte blanche pour faire...

ce qu'ils voudront. En participant à ce type d'élections, les ouvriers désignent des individus qui, ensuite, succomberont à la tentation d'user — et d'abuser — de leurs privilèges d'élus syndicaux à des fins exclusivement personnelles.

La CNT-AIT présente les élections syndicales comme démobilisatrices, la possibilité de déléguer ses pouvoirs aux autres entraînant la démission de ceux qui votent.

Elle rappelle que seule l'action directe des travailleurs, sans intermédiaires, peut arracher des améliorations au patronat.

Syndicats fautifs

Analysant les dix dernières années de la vie de l'entreprise SEAT-Martorell, elle constate que les syndicats prétendument majoritaires (les élus au CE), qui sont largement subventionnés, ont en fait plus profité de la situation qu'ils n'en ont fait profiter les travailleurs. Ils ont ainsi obtenu des locaux, du temps syndical, des repas, la possibilité de protéger leurs proches et leurs affiliés. En échange de quoi, les travailleurs ont « obtenu » la perte de 9 000 postes de travail, une réduction effective des salaires (de 30% par rapport à 1978), l'augmentation des rythmes de travail, la mobilité des postes de travail, la précarité de l'emploi. Tout ceci engendrant parmi les travailleurs un climat d'ouï tout esprit de solidarité est dorénavant absent.

La CNT-AIT dénonce la collaboration des comités avec le patronat, parfaitement d'accord pour organiser de concert les élections syndicales dans l'entreprise. Le patronat y avait tout à gagner, notamment un climat social plus calme.

Quant aux syndicats, ils ont signé tous les accords aboutissant à la situation déplorable actuelle. Ils ont fait des promesses qu'ils n'ont jamais tenues, bien qu'ils aient eu

tout le pouvoir de décision entre les mains.

Que personne ne décide pour toi

Le résultat est que les travailleurs ont maintenant perdu sécurité et confiance. Ils sont en-dessous du niveau atteint lors de la dernière décennie.

Cette analyse conduit la CNT-AIT à proposer :

- le développement de la participation des travailleurs selon le mot d'ordre fétiche : « si personne ne traite pour toi, que personne ne décide pour toi » ;
- le développement de la pratique assemblée et la nomination de délégués révocables ;
- une plate-forme générale revendicative contenant tous les points perdus ces dix dernières années, notamment la réduction de la journée de travail (vers les 35 heures), l'augmentation linéaire des salaires, l'avancement immédiat de l'âge de la retraite, le refus de toute suppression de postes.

La CNT-AIT précise que ceci ne représente pour l'instant qu'une proposition puisqu'elle attend le retour des revendications propres à chaque atelier pour rédiger une plate-forme définitive, se réappropriant ainsi le droit à l'expression, bien qu'elle ne soit pas représentée au CE.

L'assemblée générale restera le seul organe de décision acceptable, de laquelle sortira la commission négociatrice révocable à tout moment.

Souhaitons que le rapport de force se crée en faveur de l'anarcho-sindicalisme afin que la mise en pratique suive logiquement les idées.

Martine BOURY
informations tirées de
« Solidaridad Obrera » n° 196

ARGENTINE

Les militaires...

DU 2 au 4 décembre, un groupe de militaires avec en tête le colonel Mohamed Ali Seinddin, attaché militaire à Panama, se rebelle au Campo de Mayo, zone militaire située près de Buenos Aires. Depuis le retour de la démocratie en Argentine, c'est la troisième tentative de rébellion militaire. Après la défaite des Malouines, les militaires se sont retirés du pouvoir dans la confusion et les désordres internes, laissant aux mains des démocrates un pays endetté, un effroyable massacre et de grandes escroqueries qui sont encore, plusieurs années après, mises à jour.

Le président de la République, Alfonsín, qui avait promis avant son élection le jugement de tous les militaires, est maintenant complice de la loi que l'on appelle du « Point final » qui innocente environ 80% des militaires responsables des massacres.

Aujourd'hui, ces mêmes militaires, coupables de violations des droits de l'homme et blanchis par cette loi, se frayent un nouveau chemin pour récupérer leur pouvoir. Les uns, derrière Seinddin (ex-membre du groupe I de répression), se rebellent et deviennent en quelque sorte les méchants militaires désobéissants ; les autres, derrière Caridi (commandant en chef, poursuivi pour violation des droits de l'homme puis amnistié), qui eux aussi cherchent à récupérer un certain pouvoir mais à travers la légalité et la reconnaissance, figurent les bons militaires.

On nous présente donc d'un côté une armée rebelle et de l'autre une armée apparemment loyale défenseur de la démocratie, ce qui légitime cette dernière oubliant, qu'il y a cinq ans à peine, ces mêmes militaires ont exercé féroce leur pouvoir et sont prêts à le reprendre au moment opportun.

Durant toute la journée du samedi 3 décembre, tous les Argenti-

ens étaient devant leur poste de télévision à écouter un semblant d'information et de constants appels à aller manifester leur appui à la démocratie devant les mairies de leurs villes respectives. Mais peu, en réalité, ont répondu à cet appel. Lorsqu'on leur demande pourquoi, certains disent « Somos Cancheiros » (« Nous sommes entraînés »), ce qui traduit une certaine habitude et une certaine usure. Car lors de la première rébellion militaire, qui a eu lieu en avril 1987, la population ayant conscience de sa force est sortie pour appuyer une démocratie en laquelle elle croyait. Mais vu les actes que le gouvernement a fait avec les militaires, les espoirs que le peuple argentin avait eu avec l'avènement de cette démocratie se sont amenuisés.

C'est ainsi que devant les 2^e et 3^e tentatives de coup d'Etat militaire, le peuple a été de plus en plus apathique, car il ne croit plus en ses représentants et ne veut pas se laisser manœuvrer par les différents partis politiques. Au manque de confiance s'ajoute un sentiment de frustration et un scepticisme profond, qui s'exprime de cette façon : « Quoi qu'on fasse, le gouvernement négociera avec les militaires ».

En tant qu'anarchistes, ceux de Cordoba se trouvaient dans une position difficile, ne pouvant appuyer ni la démocratie ni le pouvoir militaire. Ils ont tout de même mobilisé leur force, pas tant comme groupe spécifiquement anarchiste, mais comme faisant partie de la société civile qui réprovoque la pression militaire. Cependant, cette réprobation ne signifie pas l'appui de la démocratie représentative, conscients que la démocratie pour se maintenir s'appuie sur la force militaire, ils sont sortis dans la rue pour défendre les civils contre les militaires.

ANAHI

Article issu d'une entrevue avec le Groupe anarchiste de Cordoba.

ITALIE

Déclaration d'objection de conscience

QUE la célèbre « carte bleu », cet appel à ce subtil lavage de cerveau, qu'ils appellent militaire, puisse être brûlée me semble une chose naturelle. En fait, il n'existe pas de papier qui ne puisse être brûlé, et il est inutile de nier que, parmi tout ce qui est fait de papier, l'ordre de marche me semble être le plus infâme.

La « carte bleu », selon les normes en vigueur (pour qui ?), devrait compter. Elle semble même plus importante que le papier hygiénique... et pourtant ils doivent aller aux chiottes eux aussi, de temps en temps ! Quand je parle d'eux, j'entends me référer à tous ceux qui nourrissent des intérêts infinis dans une société comme la nôtre, fondée sur la propriété privée, le profit, le pouvoir, sans se rendre compte qu'à la base de tout, est et restera le papier... un monde de papier donc, un pouvoir qui établit sa propre suprématie justement sur le papier, étendant au maximum ses propres « libertés », par conséquent limitant celles des autres. Et ainsi est limitée la libre expression, spontanée, de la volonté de chacun de nous, la propre soit de connaître et de liberté. Une personne qui grandit est contrainte de renoncer à une grande part de ses propres intérêts autonomes et authentiques, à sa propre volonté ; d'adopter une volonté, des désirs et une espérance qui, loin d'être autonomes, ont été prévalus aux siens par l'institution du pouvoir, caché derrière le masque de cette société.

Il me semble inutile de m'étendre sur la lâcheté de ceux qui, en qualité d'« autorité », utilisent le pouvoir pour exercer un contrôle sur les autres êtres humains... il me semble égale-

ment superflu d'ajouter que le recours au pouvoir a comme seule fin de vaincre la résistance de tant de personnes qui, au contraire, aspirent à une réalisation d'une indépendance qui porte à la liberté et met ainsi fin au besoin de rébellion dénué de sens.

Et c'est justement le désir d'« avoir » sur les autres qui provoque le désir d'utiliser la violence dans le but de dépouiller les autres d'une manière cachée ou explicite. Et ainsi, moyennant un processus compliqué d'endoctrinement, de récompenses, de punitions et une idéologie *ad hoc*, la société, masquant le pouvoir, accomplit sa tâche d'ensemble avec tant d'efficacité que la majorité des gens se retiennent de suivre leur propre volonté, ne se rendent pas du tout compte que celle-ci est conditionnée et manipulée. Mais moi, je ne serai pas un complice de jeux semblables du pouvoir. Non, je ne prendrai jamais part à un système qui, au lieu de faire vivre, pousse à mourir ; je ne me mettrai jamais derrière le masque. Celui-ci est également fait de papier et, un jour ou l'autre, est destiné à brûler. Et j'attendrai toujours ce moment en luttant, car seule la lutte peut faire fleurir les contradictions infinies de ceux qui ont dans leur mensonge leurs armes préférées.

Renoncer au service militaire est ainsi un choix, le choix de ceux qui en ont ras-le-cul de ce mensonge que tant exhibent derrière leur propre désir de violence envers les autres, finalité humanitaire absurde.

Comment peut-on en fait penser que le militaire sert à aider, à donner des bénéfices ? Comment peut-on penser que le service militaire sert la vie ? Comment le pouvoir peut-il condamner les diverses formes de violence, alors que lui-même éduque à la violence ? Déjà... parce que la violence du pouvoir est justifiée... mais par qui ? Comment quel'un peut-il me forcer à faire quelque chose que je ne veux pas ? Et pourquoi ? Mais ne pensez pas que tout ceci est illogique... non... c'est justement ça la logique du pouvoir... emprisonner ceux qui ne se plient pas à sa volonté, et pour ceci les esclaves ne lui manquent certainement pas. Police, gendarmes, magistrats, juges... des esclaves qui sont le pouvoir, plus ou moins conscients de leur manipulation. Non, je n'accepterai pas non plus les jugements de ces esclaves, leurs paroles ne suffiront pas à ébranler le désir de lutte que j'ai en moi. Je refuse donc d'effectuer le service militaire, conscient de tout ce qui m'attend, prêt à l'affronter, encore plus prêt à lutter.

Salvatore CALTABIANO
(militant du collectif
« Mauvaises pensées »)
Siracuse

Un service régulier
et pratique
l'abonnement



UNE NOUVELLE DE FRÉMION « Gonades urbaines »

Nous vous présentons pour cette fin d'année une nouvelle (pastiche de Robert Silverberg) d'Yves Frémion. *Gonades urbaines*, déjà parue dans la revue *Imagine* n° 27, au Québec, en avril 1985. Frémion collabore entre autres à « Renvoyez la censure » et est l'ancien leader du fameux band « Les Gonocoquos », ex-numéro 1 au « hit-parade » dans le « Top » de Radio-Libertaire, avec le non moins fameux *Putain-gong*.

La rédaction

3^e étage

Lorna Rivepavith est vautreée sur son bedbed devant l'écran-tri. Elle vient d'allumer et tombe sur le journal :

— La bibliothèque de Babel-Oued aurait été pillée par les troupes fédérées. Le conservateur-en-chef, Georges-Louis Beau-Regeste aurait déclaré, indigné...

— Conneries ! maugrée Lorna en coupant.

11^e étage

L'état-major de Greenwar est réuni, au grand complet. Le siège social est trop petit pour accueillir tout le monde, mais on s'est débrouillé. Le bilan est bon. Des fonds, en provenance de l'univers entier, ont été recueillis et dépassent les estimations prévisionnelles. Les pouvoirs publics ont accepté il y a six ans de réintroduire dans l'intérieur de la Bretagne, en Europe, un premier couple de paysans. Cette variété particulière d'homme avait disparu depuis longtemps de la planète. En Bretagne, région autrefois rurale, il n'existait plus de paysans de souche bretonne depuis l'incident malheureux de la Hague en mars 1999. On se souvient que ce jour-là les systèmes de sécurité furent tous paralysés à la suite d'une fausse manœuvre. Deux ans plus tard, le dernier Breton d'origine mourait de leucémie, maladie qu'on ne savait enrayer.

C'est après un lent travail de l'association Greenwar et de tous les Ecolos Méchants de l'univers qu'un premier paysan « breton » fut reconstitué il y a dix ans, à partir de gènes ruraux alsaciens, maghrébins et chypriotes récoltés sur des descendants urbains de ces régions.

Un couple, le premier, fut installé dans un habitat traditionnel tel qu'il a pu être reconstitué lui aussi, au litre de cidre près, et il semble qu'il se soit bien acclimaté. Néanmoins, constate le président de Greenwar, impossible pour le moment de les faire s'accoupler pour parvenir à la reproduction *in vivo*, but suprême de l'opération.

Rappelons, avec le secrétaire adjoint de Greenwar, que le paysan est le prédateur naturel du lapin, animal qui, sur le sol breton, se reproduit à la vitesse de la lumière. A tel point que cette région a dû être évacuée il y a quinze ans. Plus un seul touriste ni résident tertiaire n'a pu y survivre. La réintroduction des paysans est donc une œuvre de salubrité publique indispensable au redémarrage économique de la région.

Dans la salle, un membre obscur du conseil d'administration fait remarquer :

— Il me semble que c'était peut-être un erreur de mettre ensemble Yan et Maurice. Après tout, ce sont deux mâles. N'aurait-on pas mieux fait d'essayer avec deux paysans de sexe différent ?

21^e étage

Mannie Festa est nue devant son miroir. Droite sur ses cuisses palpitantes, puissantes, racées. Elle saisit devant elle une bombe aérosol et s'habille d'une seule pression. Une grande torsade rose serpente le long de ses muscles arrondis, le tout sur un fond vert, qu'elle a passé avant ; une touche orangée sur les pointes de ses seins.

Mannie Festa sort.

Au moment de descendre, elle fait demi-tour et retourne chez elle quelques secondes. Un coup d'œil

sur le thermo : 12° C seulement. Elle est dans sa salle de bains aussitôt et, saisissant une nouvelle bombe, gicle autour de son cou une couche de noir en guise de cache-nez. A douze degrés, il faut faire gaffe à la grippe.

29^e étage

Donald Dick déclare, au bar du Haut-Château, à un poivrot qui s'accroche à son bras depuis un quart d'heure :

— Dites donc, mon vieux, on n'a pas gardé les mutants ensemble que je sache.

Cela ne manque pas de sel dans la bouche du maton-chef du camp de Marvejols où sont parqués dans leur réserve les dix-sept mille derniers mutants survivants de la rafle du 14 août.

37^e étage

Deux berques de Pharaon XXVIII jouent au djambi mercenaire de Polluon. L'un d'eux, en faisant semblant de se gratter le nez gauche, retourne son camarade et plante ses dents à la base du cerveau de son adversaire surpris. D'un seul coup, il lui aspire la cervelle, l'avale et prononce la phrase rituelle, indiquant l'échec et mat :

— T'as pas l'air con !
L'autre meurt éroulé de rire. Son dernier mot :

— La revanche dans une heure.

44^e étage

Entièrement occupé par l'école privée des Saints Fondateurs de la Sainte Science-Fiction Catholique, l'étage résonne des cris des enfants. Dans la classe des langues mortes, les adolescents rient des calembours atroces d'un de leur camarade, Bob Marcoule, qui les leur passe sous forme de petits billets. Il les croit tout neufs, ses mots, mais ce sont ceux des générations qui sont passées sur ces bancs. L'important, c'est de rire.

Sa dernière vanne, « *Azimuth Asinov Fricat* », les fait hurler. Repérés par le prof, ils prennent deux mois de colle en apesanteur, car se sont des récidivistes.

— On reprendra ça à Pâques, dit l'un.

— Ou à la saint Klein-Klein, réplique Bob.

Et de rire derechef.

Le cours ne se terminera pas sans que Bob ne leur passe un vieux dessin inspiré de J. C. Forest augmenté d'oreilles de Mickey Mouse, avec pour légende : « *Une nouvelle maladie galactique : les oreillons fantastiques* ».

L'un d'eux hoquette de rire et manque de mourir.

62^e étage

— Je suis le meilleur, a affirmé le président sortant du Congrès des Mégalos, qui se tient en ce moment au sommet du Fuji-Yama.

Ce début d'article ne plaît guère à Marcel Celmar, qui prépare sa chronique pour la chaîne ABC-DEFG, assis à son clavier, sur la terrasse. Mais comme le temps manque, il ne va certainement pas la refaire. Il enchaîne...

84^e étage

Dans la salle de spectacle qui prend tout l'étage, la troupe des frères Broncopneumoni (c'est un pseudonyme) répète « *La Ruée vers l'os* ». C'est une parodie du chef-d'œuvre de Chaplin, mais il manque un rôle féminin. En effet, les personnages sont des chiens qui se bagarrent dans la neige pour le



partage d'un nonosse en caoutchouc. On dirait du vieux Brecht.

100^e étage

Dans le cabinet thalassothérapeutique du D^r Terudoque, une famille Boutchnave est venue se soigner. A force de regarder dans leur champ passer les astronefs, d'orient en occident, ils ont attrapé un tenace torticolis. C'est au moins le douzième client Boutchnave que soigne le docteur ce matin, mais ils ont des excuses : que faire d'autre dans son champ pendant qu'on y rumine ?

111^e étage

Rien de particulier. Selon la concierge, les Hurls de Haut-Levant, qui avaient emménagé en juin dernier, auraient de nouveau démenagé vers des lieux plus cléments, la teneur en azote de l'air étant trop faible pour leur vésicule biliaire à double rotor palmé.

123^e étage

Franck Bestiaire achève ce qui sera le 20 000^e titre de la collection « Le Fleuve du Futur ». L'auteur a intitulé son œuvre *Tous à Zimuth*. C'est une adaptation du classique *Tous à Zanzibar* à destination du public pygmée. Il ne comprendra qu'une demi-page.

131^e étage

Au tridigéant du conglomérat Vidérama, on rejoue un classique des années 2160 : *Le con, la pute et le mutant*, d'Ivo Frémione. Il fait

toujours le même effet qu'à sa sortie.

179^e étage

Quand Norbert Bernor a tenu sa conférence de presse, il y a une heure, il a raconté comment il avait, le premier, franchi la distance Mars-Mercure en ultra-léger propulsé par la seule force de ses jambes. Les journalistes ont trouvé des questions stupides pour bien montrer qu'ils n'en croyaient pas un mot.

Ils lui ont par exemple demandé comment il avait fait pour ses besoins naturels. Sans se démonter, Norbert Bernor leur a expliqué son système, qui utilise le principe d'une chasse à pédales, là aussi. « *Un véritable pédagogue* », titre maintenant le facétieux *Alien Déchaîné*, qui n'en rate pas une.

218^e étage

Chez Mama Hamma, les travelos se trémoussent. Le nanab qui a loué la salle entière pour la soirée, c'est Muhammad Malamud ; il choisira pour finir sa nuit un harem composé des pseudonymes : Théo Esturgeon, Isaac Enzymemaue, Ursule La Guin, Somtow Sulcharitankul, et même l'incroyable Aldiss O. P. I. des Mères Veil. Gageons que Muhammad Malamud ne va pas s'embêter.

427^e étage

Ça y est ! Jean-Marie Chattermoille a réussi ! Depuis près de trois ans qu'il travaille dans sa

chambre, il a enfin mis au point sa grande invention qui va le rendre riche.

Il s'agit d'un modèle de crépe pouvant vaincre la pesanteur. Ainsi, plus de problème pour les faire sauter dans le poêle. On les lâche, et elles grimpent toutes seules.

Il ne reste plus à Jean-Marie Chattermoille qu'à mettre au point un truc pour les faire redescendre du plafond où elles ont vite tendance à coller.

Dernier étage

« *Avis : par suite d'une décision irrévocable du syndic, le dernier étage est supprimé. Désormais, le nouveau dernier étage sera l'avant-dernier, le 832^e. Les occupants du 833^e ont vingt-quatre heures pour sauter dans le vide, avant que la troupe ne vienne les pousser. Signé : illisible* ».

C'est ce petit mot affiché sur chacune des portes concernées par des révolutionnaires facétieux qui a provoqué le drame. Soixante-neuf pour cent des habitants de l'étage ont en effet obtempéré à cet avis loufoque, l'ayant pris aux sérieux. La police enquête, mais les terroristes courent toujours.

FRÉMION

NOTE DE LECTURE

De Vialatte à Desproges...

On est toujours prêt à faire dans la flagornerie au moment de rédiger une nécrologie d'un homme célèbre. Desproges n'y a pas échappé. On a ressorti les clichés, les idées reçues, les mots-clés, les expressions toutes faites. Ni plus mal d'ailleurs ni pire qu'autre chose. Je ne me souviens pas, pourtant, en avoir lu qui fissent référence à Alexandre Vialatte. Je connais mal l'homme pour en faire une biographie, mais il faut cependant parler d'un livre : *Les champignons du détroit de Behring*.

Alexandre Vialatte était un journaliste, dans le sens où il écrivait régulièrement dans un journal, le journal auvergnat *La Montagne*. Mais seulement ce n'est pas de chiens écrasés ou de politique dont il parlait. Mais de l'humeur du temps, des champignons, de choses graves en somme, mais cachées derrière les humeurs du temps ou les champignons...

Pour en revenir à Pierre Desproges, celui-ci admirait Vialatte, tous ceux qui ont entendu ses interviews savent à quel point il y faisait référence. On le comprend mieux en découvrant la grande richesse, l'ironie

quelquefois grinçante, la poésie douce-amère de Vialatte.

Lire Vialatte c'est retrouver le sens et le plaisir de la lecture, du plaisir des mots, d'un ton quelquefois provincial : sucré et reposant. Il n'est nul besoin de déchiffrer, de reprendre, de revenir, de s'arrêter. Voilà une vraie détente comme Desproges a su nous en offrir. Vialatte a pour lui ses couleurs, ses parfums, ses mots.

« Où allons-nous ? », demande le gendarme, dans un film à son brigadier. « Je ne sais pas », répond le brigadier. Il ajoute : « Allons-y franchement ». Tout est là. C'est la grande méthode. Et c'est ainsi qu'Allah est grand. Vialatte aussi.

Emile VANHECKE

Les champignons du détroit de Behring, Julliard, 115 F.

NOTE DE LECTURE

« Karel Appel »

MICHEL RAGON en cette année 1988 a accepté d'écrire sur l'art. Il avait délaissé cette passion pour les plaisirs du roman historique sur sa Vendée natale. Il a fallu donc attendre pour qu'il nous raconte l'aventure qu'il vécut avec les membres du groupe COBRA.

Témoin privilégié de cette aventure, il parcourut le nord de l'Europe pour assister à toutes les manifestations qui marquèrent la vie de ce groupe. Défenseur de COBRA, il organisa leur première expo à Paris. Il était difficile de la défendre. La peinture véhiculée par les médias était celle de la « tradition française » (Manessier, Bazaine, Lapicque, Buffet). COBRA fut un mouvement d'artistes voulant montrer un autre art, libéré de son esthétisme ; il introduisit une notion de liberté encore plus forte dans le processus de création. Il est difficile d'écrire un ouvrage sur Karel Appel sans parler de COBRA, et réciproquement. Michel Ragon tout jeune critique, et encore ouvrier, était familiarisé avec les arts autres (cf. sa correspondance avec Gaston Chaissac [1], ou son intérêt pour le travail de Dubuffet sur l'art brut). Ce texte sur Karel Appel est écrit avec une très forte émotion ; tous les moments de sa vie sont évoqués. Il traite des années difficiles où

l'audience du groupe expérimental COBRA est très faible, et pendant lesquelles la revue COBRA a un tirage confidentiel. Il parle aussi des années « Art autre » impulsées par Michel Tapié, où Appel continue de peindre avec force et couleur contre les esthétiques établies. Sa révolte permanente, pour faire de la peinture autre chose qu'une décoration, offusqua plus d'un critique. La plupart de ses compatriotes l'ignore, il trouvera deux conservateurs de musée hollandais pour croire à son œuvre.

Cet ouvrage est important. Outre la chronologie des faits et le témoignage direct d'un observateur privilégié, les liens amicaux qui lient Michel Ragon et Karel Appel donnent à cet ouvrage un côté reportage. Il est important pour l'histoire de l'art. Rarement, les historiens qui ont vécu l'histoire s'amuse à la restituer avec autant de simplicité, de chaleur et d'authenticité.

André ROBERT

Karel Appel, peinture 1937-1957, Editions Gallée, 1988, texte : 87 F, texte + illustrations : 680 F (en vente à la librairie du Monde libertaire).

(1) Quelques lettres de Gaston Chaissac à Michel Ragon dans le numéro 5/80 des Cahiers du Musée d'Art Moderne et dans 25 ans d'art vivant.

ÉMISSION

Georges Bataille

Dans le cadre des émissions consacrées à l'Union rationaliste, Radio-Libertaire recevra, le vendredi 13 janvier 1989, Jean-Michel Besnier, auteur d'un ouvrage consacré à *La politique de l'impossible* (Ed. La Découverte). Christian Ruby en présente les grandes lignes ci-dessous.

Yves PEYRAUT

GEORGES BATAILLE (1897-1962) traîne à sa suite la réputation d'auteur « maudit ». Parce qu'il explore des espaces aussi sensibles que le sacrifice, l'extase, l'angoisse ou l'excès, il prête à de nombreuses mésinterprétations dont furent victimes beaucoup de lecteurs de ses ouvrages.

Et pourtant, il a bien d'autres choses à nous enseigner que les pâles recettes de la damnation. Ou plus proprement, le terrain de la révolte chez Bataille a des accents pathétiques qui risquent de gommer les lectures hâtives. Car, ce qui est mis en jeu dans cette écriture d'un nouveau type, dès les années 30, c'est l'esquisse nécessaire des systèmes philosophiques clos, préchant la réconciliation et une plénitude factice.

Qu'il s'agisse de Hegel, récemment découvert par les milieux intellectuels grâce à A. Kojève, ou du communisme d'Etat présent

comme la solution indéfectible, universelle et définitive de toutes les contradictions, Bataille nous montre comment et pourquoi nous nous devons d'être réfractaires aux totalisations outrancières, à celles qui briment les divisions et enferment irrémédiablement dans des unités qui ne laissent aucune issue. L'histoire n'est pas programmée au point de laisser croire qu'un jour nous connaîtrions les dimanches éternels de la vie.

Alors, Bataille nous enseigne à la fois qu'une irréductible opposition existe toujours qui, critique des illusions transparentes, peut écrire les pages d'une autre histoire, d'une politique de l'impossible. Et d'autre part, qu'il convient d'apprendre, chacun pour soi, combien nous pouvons avoir peur de l'ouverture, être avare et esclave des sécurités de l'unité présumée (du sens, de l'Etat, de la connaissance, etc.). L'exception d'énergie qui nous meut porte à sortir de soi malgré les enclavements, malgré les totalitarismes, malgré les tranquillités.

En cela, Bataille a des accents modernes qu'il est utile de rappeler. Au temps des incertitudes concernant les lendemains, il énonce avec force que l'heure a sonné des chances à saisir. Dans le désarroi le plus grand, nous pouvons puiser aussi un regain de force.

Christian RUBY

NOTE DE LECTURE

L'Angkar...

LE 17 avril 1975, les troupes de Pol Pot occupent Phnom Penh. La ville est vidée de ses habitants. L'idéal de l'« Homme nouveau », régénéré et rééduqué, déverse dans les campagnes cambodgiennes tous les citoyens. L'Angkar, l'Organisation, prend en main la destinée d'un peuple en reconstituant des hiérarchies et des ordres sous la bannière du communisme.

Molyda Szymusiak, unique survivante de sa famille, raconte. Elle décrit et énonce, égrenne, jour après jour, la lente agonie d'une population livrée au massacre et à la peur. Elle dit comment s'élaborent des solidarités au cœur même du drame, comment on apprend d'abord à survivre et comment la mort est souvent la plus forte.

Il est deux façon de lire cet ouvrage. Dans un premier temps, on ne peut que suivre, pas à pas, une tragédie qui, au quotidien, sème le désespoir, la haine, la séparation et la faim. Il faut survivre, malgré tout, contre les jalousies, les dénonciations, les ordres et les contre-ordres. L'espoir se réveille toujours au pire moment, quand tous ont disparu, dispersés par l'esprit de vengeance et réduits à l'état d'esclave de l'Organisation.

Dans un second temps, il importe de s'attacher à mille et une notations concernant ces « Yotear » et « Mékong », membres de l'Angkar, qui règnent sur cette population atterrée. Ils représentent « l'ordre nouveau », l'avenir du communisme dont personne ne pourra croire longtemps qu'il se perpétue dans de telles conditions. Incontestablement organisés en groupe dominant, ils cachent les avantages qu'ils tirent de la situation : vie protégée, nourriture abondante, confiscation des biens et objets, etc. Mais, dans le même temps, noyés dans les ordres et les

contre-ordres d'une hiérarchie inconstante et jalouse, ils se coupent du peuple et des savoirs du peuple au point que les directives imposées sont aspirées dans une folle spirale de désastres : plantation du riz hors saison, population dépeuplée de son nom, de ses habits, de son langage, routes construites sans respect des dénivellations, digues bâties sans prévisions des crues. Et, tous ces cadavres qui descendent au fil du Mékong pour n'avoir pas accepté l'insensé.



Si dépouillé que soit ce récit — loin de la hargne et de la vindicte —, il oblige à une double attention. Il redit avec force combien notre siècle a besoin de s'interroger sur les doctrines qu'il a produites. Il plie le lecteur à ses propres scrupules : comment poser aujourd'hui, autrement et dans l'exclusion de l'horreur, le problème du bonheur des individus et des peuples ?

Christian RUBY

(1) Molyda Szymusiak, Les Pierres crièrent, une enfance cambodgienne, 1975-1980, préface de Jean-Marie Domenach, Editions La Découverte. En vente à la librairie du Monde libertaire, au prix de 120 F.



Chez Fanval noir

Les éditions Fanval noir rééditent André Hélène. Dix volumes, pas moins, composant une vaste fresque de la pègre d'après-guerre, chaque roman constituant une histoire complète. Prenant le parti inverse d'auteurs tels que Auguste le Breton qui magnifient le milieu, André Hélène nous dépeint de manière naturaliste un univers sordide et méritable.

Sa plume acérée découpe, comme un scalpel, des tranches de vies : paumés, demi-sels, putes, macs, minables... tous seront broyés par leur destin et par la société.

Dans ce panorama du désespoir, l'espoir pourtant : il appartient au lecteur qui se révoltera contre de tels faits. C'est là toute la morale de l'auteur : montrer la réalité dans son aspect le plus cru, en espérant une « réaction ».

André Hélène est un auteur de roman noir résolument à part. Un des seuls, par exemple, qui s'est toujours attaché à ne jamais présenter les flics de manière complaisante (1) (fait finalement assez rare dans la littérature policière !). Ce n'est pas pour nous déplaire à nous autres anarchistes...

LYMPHAM J.-F.

(1) Et pour preuve *La croix des vaches et son gendarme sodomisé* (à paraître dans la même collection).

Déjà parus chez Fanval noir : *Le baiser de la veuve* ; *La victime* ; *Le demi-sel* ; *Le goût du sang* ; *Le four-gue*.

Parus chez 10/18, collection *La Poisse* : *Le Bon Dieu s'en fout* ; *J'aurai la peau de Salvador* ; *Les clients du Central Hôtel* ; *Les flics ont toujours raison* ; *Les salands ont la vie dure* ; *Le festival des machabées*.

Sélection de programmes de Radio-Libertaire (89.4)

Jeudi 5 janvier

- « Enlivrez-vous » (16 h 30 à 18 h) : avec Didier Daeninckx pour « La mort n'oublie personne ».
- « Les courants d'art s'envolent » (20 h 30 à 22 h 30) : avec comme invités Henri Cueco et Pierre Gaudibert pour leur livre « L'arène de l'an 5 ».

Vendredi 6 janvier

- « Micro-climat » (21 h à 22 h 30) : Jean-Paul Nowak parlera de l'homéopathe.

Samedi 7 janvier

- « Blues en liberté » (22 h 30 à 24 h) : violon et blues.

Dimanche 8 janvier

- « Folk à lier » (12 h à 14 h 30) : avec comme invité Marc Perrone à l'occasion du week-end de soutien à Radio-Libertaire.
- « BD DA et Cie » (20 h à 21 h 30) : avec comme invité Didier Savar.

Mercredi 11 janvier

- « Ouvrez la cage aux "marmots" » (10 h à 12 h) : émission enfantine.

LA PLUS REBELLE DES RADIOS

La radio des anarchistes de tous poils et de toutes nationalités

Libertaire 89.4 FM

RÉVOLUTION FRANÇAISE

Les paysans en 1789 (2^e partie)

EN 1790, la Révolution semble achevée pour les notables mais ce consensus des élites s'est fait sur le dos des classes populaires, et particulièrement de la paysannerie. Pourtant, le maintien des droits seigneuriaux sous couvert de rachat (voir *Monde libertaire* n° 732) entretient la colère paysanne. Malgré la terreur que font régner les milices bourgeoises dans les campagnes, la lutte continue. Dans un milieu fortement marqué par la mémoire collective, il ne faut pas longtemps pour que les paysans se souviennent des jacqueries des siècles précédents, même si les nouveaux maîtres se disent révolutionnaires. En 1790, le Quercy s'embrace. Près de cinq mille paysans marchent sur la ville de Gourdon, y pillent les maisons des magistrats et un couvent. Leur chef, un ancien militaire, reçoit le titre de « commandant de l'armée villageoise ». Il déclare que « les administrateurs du district méritoient d'être pendus ». La rage paysanne se porte aussi contre les nobles, dix-sept châteaux du Quercy (« un titre permanent de féodalité », dit les révoltés) flambent ou sont dévastés. L'Assemblée nationale doit envoyer des députés de Paris dialoguer avec les paysans. Les mêmes scènes se reproduisent en Provence et en Bretagne — pas encore chouannes — où des châteaux sont attaqués. Un symbole très fort de la contestation paysanne s'établit autour des « mais », ces arbres de la liberté. Des incidents éclatent lorsque la Garde nationale veut les enlever car dans une société très politisée, le moindre signe est significatif. Dans le même temps on brûle les bancs d'église réservés aux seigneurs, on détruit les girouettes et autres marques du pouvoir nobiliaire.

La haine des nobles

C'est en 1792 que la haine des nobles atteint son paroxysme, d'autant que la guerre vient d'éclater. Pourtant l'action ne prend pas qu'une forme insurrectionnelle, mais aussi celle des conflits larvés au niveau de la commune : bris de clôtures, reconquêtes de terres communautaires. Des usages collectifs comme la pâture ou l'abattage d'arbres se font malgré les protestations des notables. Enfin, des « grèves » de paiement des droits seigneuriaux provoquent l'engorgement des tribunaux. Sur ce point (et bien d'autres), les paysans ne distinguent pas les nobles des bourgeois. Ne traite-t-on pas parfois les officiers municipaux « d'aristocrates » ? (Ardèche, 1790). Des groupes de paysans rançonnent les riches comme dans le Gard en 1792. Un commissaire écrit que « tous les gros propriétaires tremblent ». Un autre type de contestation porte sur les denrées. Si le peuple des villes crie famine, celui des campagnes n'a pas toujours le nécessaire. On s'oppose alors aux départs des convois de blé acheté à vil prix par les spé-

lateurs. Ceux-ci sont une cible pour les paysans pauvres. Entre Poissy et Pontoise, des meuniers qui stockent les grains chez eux sont visités, l'un d'eux est tué. Même scène à Etampes où le maire, Simoneau, qui protégeait les accapareurs est massacré par les paysans de la localité. La République en fait un martyr national ! En Eure-et-Loire, trois députés manquent d'être noyés dans la rivière par des taxateurs. Mais il s'agit sur ce point de luttes de subsistances équivalentes à celles des sans-culottes parisiens.

Toutes les actions que nous venons d'évoquer ne sont que la continuation de la Grande Peur de 1789 adaptée au nouvel ordre social. Il s'agit du même mouvement dirigé contre la sujétion et prônant souvent la réappropriation des biens communaux. Un autre conflit, moins violent, concerne la vente des biens nationaux (biens du clergé expropriés). Lorsque les paysans sont désunis, les bourgeois et les riches fermiers rafflent tous les biens aux enchères ; dans d'autres endroits (Cambrésis, Midi partiellement) la paysannerie fait bloc et obtient des enchères basses. Quarante-vingt pour cent des biens nationaux sont acquis par les paysans, mais dans l'ensemble c'est la frange supérieure qui en bénéficie. Il subsiste de cette opération des rançours contre les riches, surtout des habitants des villes, venus accaparer cette conquête de la Révolution.

La protestation antifiscale est vive comme sous l'Ancien Régime ; certes des impôts odieux comme la gabelle ont bien été abolis, mais la dîme est encore perçue en 1790, avant d'être remplacée par une taxe équivalente. La hausse des impôts directs pouvait annuler les avantages de la Révolution. Dans la Sarthe, la fiscalité augmente en fait de 60% en 1790 et 1792 !

Une « Deuxième Révolution »

Tous ces éléments de protestation étaient plus ou moins accentués selon les régions, mais cela montre une constante mobilisation des masses, indépendante des événements politiques. Cette mobilisation culmine en 1792-1793 et amorce une « Deuxième Révolution » dans certains villages. A Epineuil, dans le Cher, on arrête un ancien prêtre, Petitjean, qui appelle les paysans à la révolte agraire totale, assimilant les baux de location aux droits seigneuriaux. Un utopiste isolé ? Voire, les députés reçoivent à cette époque de nombreuses pétitions et des projets de communisme agraire. On arrête aussi plusieurs agitateurs de village comme Petitjean. Sans faire de généralisations, on peut penser que ces actes sont l'indice que la Révolution laisse une impression d'inachèvement. C'est justement ce qui inquiète les députés. Déjà les notables de Montauban appellent les paysans du Quercy à respecter les biens

des émigrés. Peu de temps après la proclamation de la République (1792), le gouvernement girondin fait décréter la peine de mort pour toute personne qui parlerait de loi agraire, c'est-à-dire de partage égalitaire des terres selon le vocabulaire de l'époque. De cette façon, l'oligarchie électorale qui siège à Paris prône ouvertement le pouvoir bourgeois dans les campagnes.

Simultanément, la lutte des paysans s'accroît contre le nouveau régime. En défendant les gros propriétaires et les spéculateurs réfugiés dans les villes, la République se coupe du peuple paysan et permet l'essor de la contre-révolution. Lorsqu'éclate la révolte vendéenne, en mars-avril 1793, c'est pour des raisons très complexes. Le soulèvement est facilité par la faiblesse de l'administration

recouvre aucune réalité. Dans les autres endroits, les soulèvements furent d'authentiques jacqueries, mais ils s'effondrèrent faute de proposer un autre modèle social. La Vendée dura parce qu'elle fit un des choix idéologiques de l'époque, c'est comme cela qu'elle fut perçue et non comme une entité avec un projet autonome. La « Vendée » célébrée aujourd'hui n'existe pas en 1789 ; c'est un conglomérat de provinces (moins les villes) qui se soudent dans la lutte et s'inventent une mémoire collective par la répression. Les atrocités des colonnes infernales (de janvier à mai 1794) frappant indistinctement patriotes et rebelles achèvent d'unifier cette zone jusque-là divisée. Aucune trace d'un sentiment « racial » qui justifierait l'existence d'un « génocide » ou



et des gardes nationaux, mais ses origines sont indubitablement liées au monde paysan. Au printemps 1793, les Vendéens attaquent les villes de la région et y massacrent les citoyens. C'est pour se venger des villes, des nouveaux « seigneurs » (un paysan s'écrie à Machecoul qu'il vient de tuer son propriétaire) et de l'administration qui réprime leurs communautés. A cela s'ajoute la levée en masse. En effet, la conscription est très impopulaire en France, les fils de notables y échappent et son poids retombe sur les campagnes. Lorsque la capitale demande un effort particulier à l'Ouest, en retard dans l'envoi de conscrits, c'est l'étincelle qui provoque l'explosion. La conjonction de tous ces facteurs explique le mystère vendéen.

Toutefois, si la révolte vendéenne a une origine populaire, ses premiers chefs sont pour la plupart d'anciens larbins comme le garde-chasse Stofflet ou le voiturier Cathelinau, avant que les nobles ne prennent le commandement. Très vite la troupe se transforme en une « Armée catholique et royale », ce qui n'est pas le cas de toutes les résistances à la Révolution. En effet, pour des motifs similaires, une partie de la Bretagne s'insurge. Même chose dans le Vivarais, le Massif-Central et le Midi, où éclatent des révoltes qui se disent parfois religieuses, d'autres républicaines ! Elles sont surtout l'expression d'un ras-le-bol devant les impasses de la Révolution.

Le combat autonome des paysans n'arrive pas à se transformer en un mouvement constructif. Dans la plupart des régions en révolte, les combattants retournent travailler aux champs à la première défaite. Quant à la Vendée, des historiens favorables à la thèse « populiste » affirment que les Vendéens auraient gardé leurs revendications d'origine durant leur combat. C'est oublier les seuls choix possibles à l'époque : royalisme ou révolution. Si la guerre de Vendée dure plus longtemps, c'est parce qu'elle adopte un caractère contre-révolutionnaire, en combattant sous le drapeau blanc et le sacré-cœur de Jésus. Certes les nobles firent des concessions car les paysans n'auraient jamais admis un retour intégral à l'Ancien Régime, mais ils travaillaient à une restauration de cet ordre. Le mythe d'un « pouvoir paysan » ne

d'un « ethnocide » par les républicains. Dire que la guerre de Vendée fut une guerre idéologique ne signifie pas que chaque camp était unifié, mais c'est montrer au contraire que les masses populaires, paysans et sans-culottes, furent incapables de proposer leur propre projet.

La Révolution et les masses

Par ces résistances, on comprend mieux comment le peuple a fini par douter de la Révolution. Cette attitude n'est pas spécifique au monde paysan. En 1793, les ouvriers de l'arsenal de Toulon et des sans-culottes lyonnais se retournent contre le régime. En adoptant une pratique élitiste et ploutocrate, la Révolution s'est heurtée aux masses. Tandis que certaines régions passent à la rébellion, on réprime d'autres villages qui lancent la déchristianisation (Ris et Corbeil, en région parisienne) ou pratiquent la loi agraire (Issy-L'Évêque, en Saône-et-Loire). Sans parler de la liquidation des Enragés parisiens en septembre 1793 qui touche les milieux urbains. Le régime jacobin qui s'établit durant l'été 1793 a bien tenté la politique de compromis envers les paysans. Le 17 juillet fut promulguée l'abolition des droits féodaux sans indemnité, mais on ne toucha pas au sacro-saint droit de propriété. D'où un conflit qui subsista jusqu'à la moitié du XIX^e siècle. Les terres communales furent défendues malgré leur mise en vente. Le refus de la conscription entraîna une résistance collective qui contribua peut-être à la fin du Premier Empire. Waterloo masque mal le discrédit d'un régime qui saignait à blanc les campagnes (1) et accumulait les impôts. Même mécontentement, bien que déclinant, sous la Restauration et l'Empire. Les solidarités paysannes furent en lutte contre tous les types de régime qui se succédèrent dans la période. Mais, quel gouvernement pouvait abdiquer à ces communautés le droit du plus riche et l'intrusion de l'Etat ?

YVES (Gr. « Les Temps Nouveaux »)

(1) Voir A. Forrest : Déserteurs et insoumis sous la Révolution et l'Empire et M. Auvray : Insoumis, déserteurs, réfractaires à travers l'histoire.

